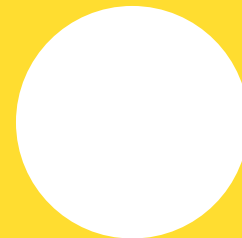
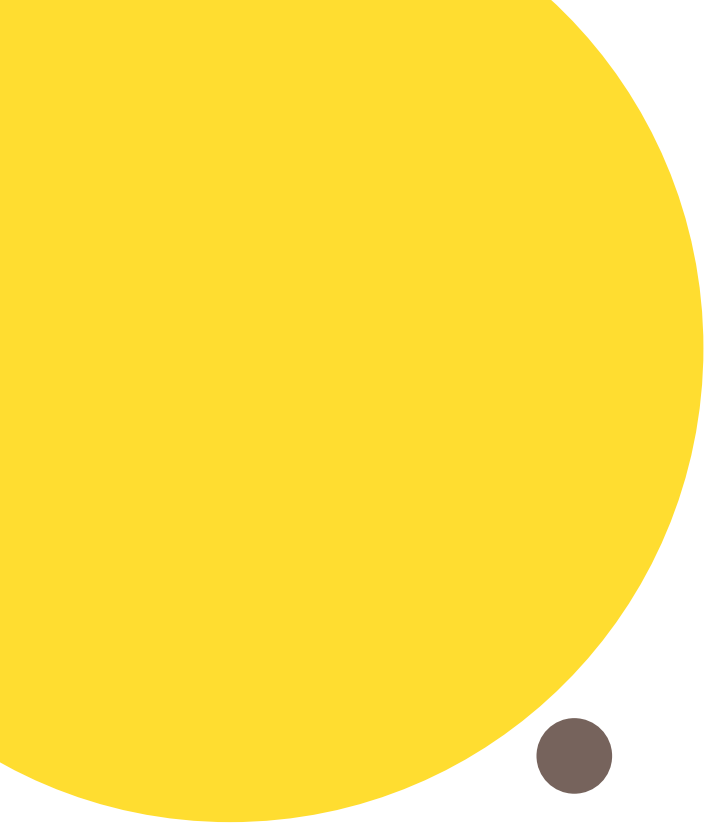


PMIE
58^e ENQUÊTE
DE CONJONCTURE
JANVIER 2014



bpifrance

27-31, avenue du Général Leclerc
94710 Maisons-Alfort Cedex
Tél. : 01 41 79 80 00



PME

58^e ENQUÊTE DE CONJONCTURE JANVIER 2014

SYNTHÈSE 4-7
—

1 ACTIVITÉ 8-19
—

2 EMPLOI 20-33
—

3 SITUATION FINANCIÈRE 34-61
—

**4 LES INVESTISSEMENTS
ET LEUR FINANCEMENT** 62-83
—

5 SECTEURS D'ACTIVITÉ 84-131

Industrie 86-99

Construction 100-107

Commerce : commerce de gros, commerce de détail, .. 108-115
commerce et réparation automobile

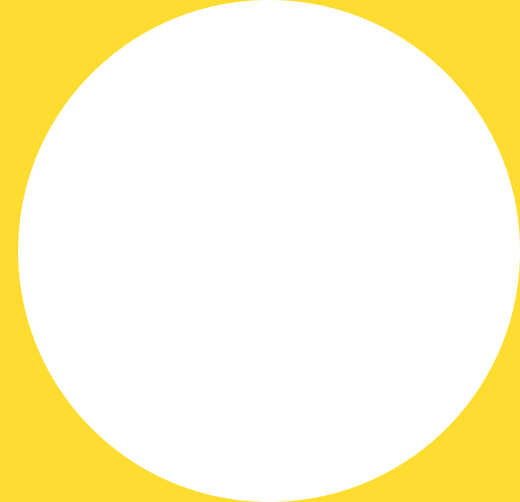
Transports 116-119

Tourisme 120-125

Services : services aux entreprises, 126-131
services aux particuliers

6 MÉTHODOLOGIE 132-137
—

SYNTHÈSE

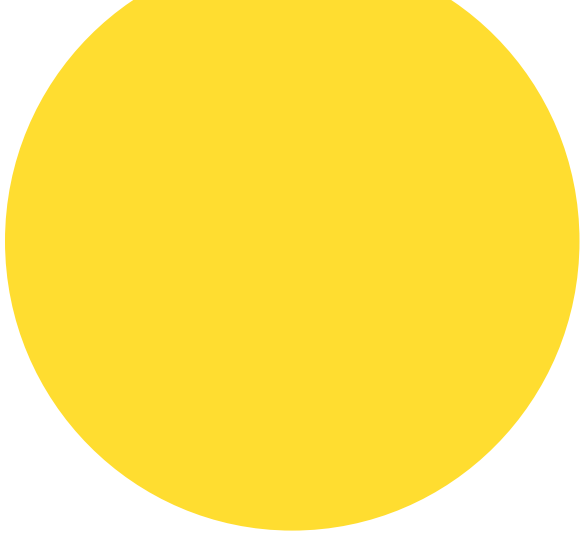


2013

une activité en léger recul

2014

**une amélioration tenue
attendue du côté
des secteurs amont
qui exportent**



Interrogés en novembre, les dirigeants de PME annoncent une légère érosion de leur activité en 2013, après la stagnation observée en 2012. Au second semestre, la baisse des effectifs salariés a un peu ralenti mais les trésoreries ont continué de se tendre un peu plus. La réduction des investissements s'est pour sa part accentuée l'an dernier.

Le chiffre d'affaires des PME aura reculé de 0,9 % en moyenne en 2013, après -0,3 % en 2012. La baisse de l'activité s'est accélérée dans les secteurs liés à la consommation des ménages, tandis qu'elle a mieux résisté dans ceux situés en amont du système productif. **Les entreprises qui innovent et qui exportent sont assez optimistes quant à l'évolution de leur activité en 2014**, tout particulièrement les entreprises de plus de 100 salariés qui anticipent un notable rebond. En revanche, les très nombreuses TPE dont l'activité est le plus souvent traditionnelle et les débouchés exclusivement nationaux craignent un nouveau recul de leur chiffre d'affaires cette année.

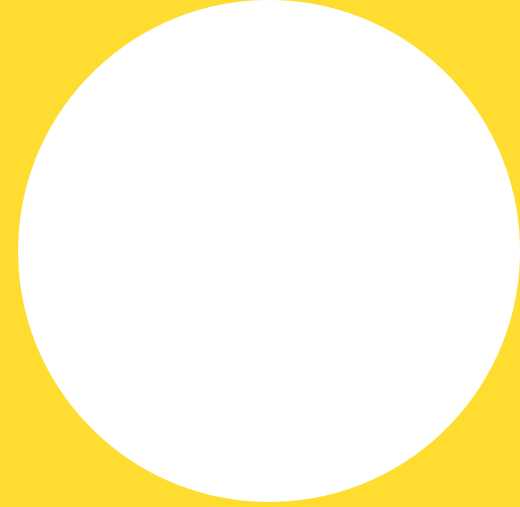
Les PME ont comprimé leurs effectifs en 2013 et pourraient continuer à les réduire quelque peu en 2014, du fait des anticipations d'emplois très négatives dans les secteurs liés à la consommation des ménages ainsi que dans la construction.

La situation financière des petites et moyennes entreprises s'est fragilisée l'an dernier. Les difficultés de trésorerie se sont encore accélérées au second semestre, dépassant leur précédent plus mauvais niveau atteint en 2008-2009. L'évolution attendue dans les prochains mois fait craindre un nouveau durcissement des trésoreries, tout particulièrement dans le tourisme où 4 entreprises sur 10 ont un accès difficile au crédit de trésorerie.

Conséquence de l'atonie de l'activité, la rentabilité obtenue en 2013 est attendue en sensible recul.

La réduction des investissements s'est accélérée en 2013, légèrement dans les secteurs amont mais assez fortement dans ceux dépendant de la consommation des ménages. Les faibles prévisions d'investissement pour 2014 anticipent une nouvelle diminution.

1. ACTIVITÉ



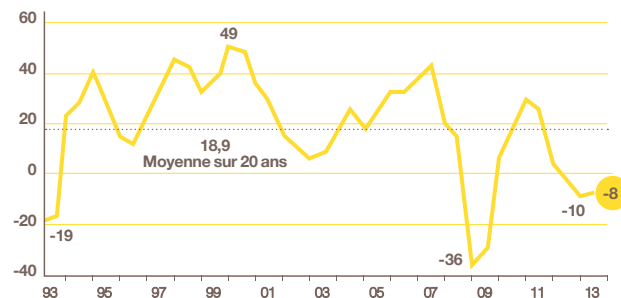
1.1

2013 : L'atonie s'est installée pour la seconde année consécutive

L'érosion de l'activité s'est à peine ralentie au second semestre

En novembre, 32 % des PME estiment que leur chiffre d'affaires aura augmenté en 2013 et 40 % qu'il aura diminué. L'indicateur courant d'activité⁽¹⁾ des PME est donc négatif, à -8. Il est remonté de 2 points par rapport à mai (-10) mais se situe 6 points en dessous de son niveau de fin 2012 (-2).

• INDICATEUR D'ACTIVITÉ POUR L'ANNÉE EN COURS (N) SOLDE DES OPINIONS EN % (HAUSSE - BAISSÉ)



Prévisions de mai N et estimations de novembre N.

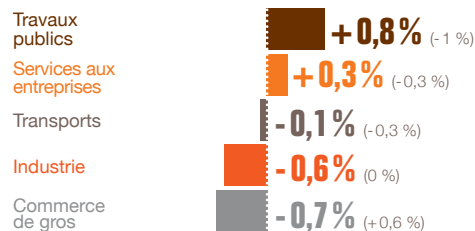
Source : Bpifrance.

L'évolution annuelle du chiffre d'affaires est estimée à -0,9 % en moyenne en 2013, après -0,3 % en 2012 et +4,7 % en 2011.

(1) Solde en pourcentage des opinions opposées :
cf. définition dans la méthodologie page 136.

Les secteurs liés à la consommation des ménages sont les plus affectés par l'atonie des affaires

- L'ACTIVITÉ AURA ÉTÉ QUASI STABLE EN 2013 DANS LES SECTEURS SITUÉS EN AMONT DU SYSTÈME PRODUCTIF (Rappel en 2012)



Source : Bpifrance.

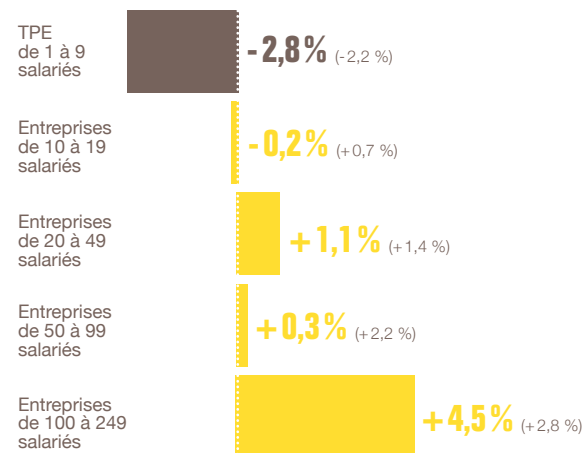
- LE CHIFFRE D'AFFAIRES 2013 EST ESTIMÉ EN REcul PLUS OU MOINS PRONONCÉ DANS LES SECTEURS TRÈS DÉPENDANTS DE LA CONSOMMATION DES MÉNAGES (Rappel en 2012)



Source : Bpifrance.

L'activité commence à se redresser dans les entreprises de plus de 100 salariés mais accentue son recul dans les TPE

- ESTIMATION DE L'ÉVOLUTION DU CA EN 2013 (Rappel en 2012)



Source : Bpifrance.



INNOVATION EXPORTATION

La croissance des ventes a pratiquement cessé chez les PME exportatrices

Les entreprises « fortement exportatrices »⁽¹⁾ estiment à +0,6 % seulement la hausse moyenne de leur CA en 2013, après +3,9 % en 2012, tandis que les « moyennement exportatrices » annoncent une croissance nulle, contre +0,9% l'année précédente.

Pour leur part, les entreprises « non exportatrices » indiquent une baisse de -1,3 % en moyenne, à comparer à -1% en 2012.

Les entreprises qui ont innové ont tout juste maintenu leur activité

Les entreprises « innovantes »⁽²⁾ évaluent à +1,3 % la progression de leur CA en 2012, après +7,4 % en 2011. De leur côté, les « non innovantes » annoncent un recul de -1,1 %, contre une hausse de +3,2 % l'année précédente.

(1) Cf qualification des entreprises exportatrices dans la méthodologie page 136.

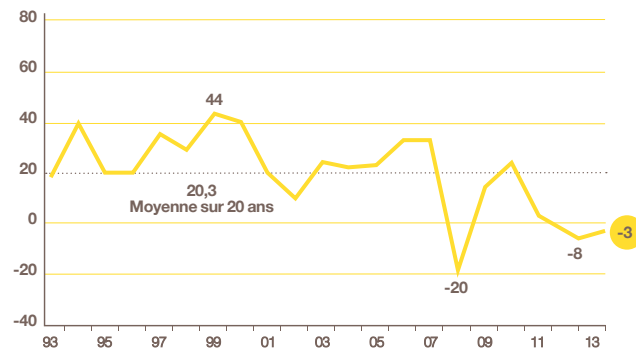
(2) Cf qualification des entreprises innovantes dans la méthodologie page 137.

1.2

2014 : Crainte d'une poursuite de l'effritement de l'activité

Fin 2013, 23 % seulement des dirigeants anticipent une hausse de leur activité en 2014 tandis que 26 % prévoient un recul. L'indicateur avancé de l'activité ressort donc à -3, à un niveau un peu moins négatif cependant que fin 2012 (-8).

• INDICATEUR AVANCÉ DE L'ACTIVITÉ POUR L'ANNÉE SUIVANTE (N + 1) SOLDE DES OPINIONS EN % (HAUSSE - BAISSE)



Prévisions faites en novembre de l'année N pour l'année N + 1.

Source : Bpifrance.

Les prévisions sont d'autant plus sombres que l'entreprise est petite

L'indicateur avancé de l'activité croît de -13 chez les TPE à +23 chez les entreprises de 100 à 250 salariés (cf. infra tableau page 32).

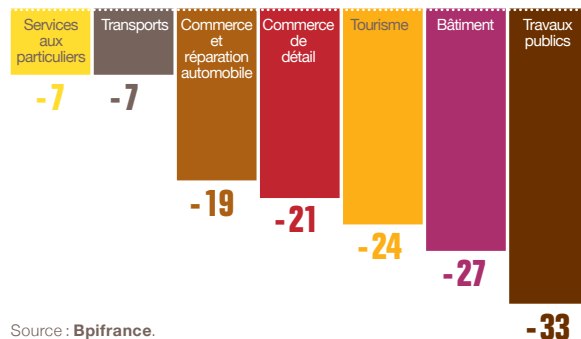
Les perspectives ne sont significativement positives que dans l'industrie et le commerce de gros

- L'INDICATEUR AVANCÉ DE L'ACTIVITÉ N'EST POSITIF QUE DANS LES TROIS SECTEURS SUIVANTS :



Source : Bpifrance.

- IL EST EN REVANCHE NÉGATIF DANS LES AUTRES SECTEURS D'ACTIVITÉ, NOTAMMENT TOUS CEUX LIÉS À LA CONSOMMATION DES MÉNAGES



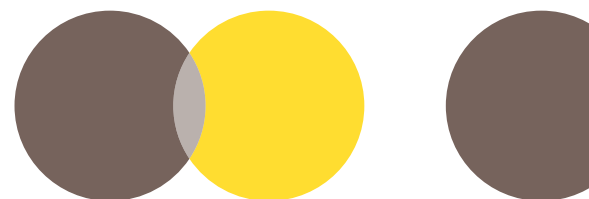
Source : Bpifrance.

Les PME exportatrices et celles qui innovent sont beaucoup plus optimistes que les autres

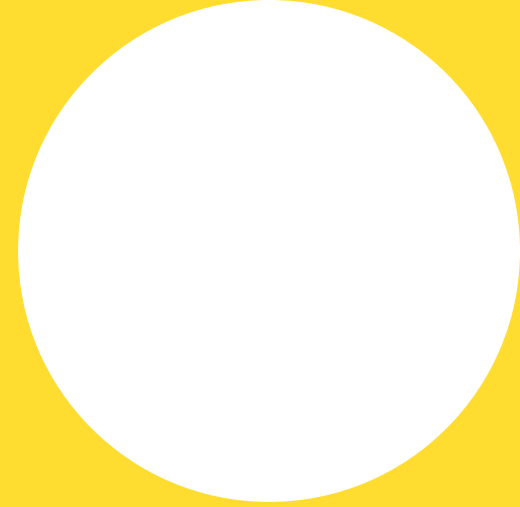
L'indicateur avancé de l'activité s'établit à +22 chez les entreprises « fortement exportatrices » et à +19 chez les « moyennement exportatrices ». Il est en revanche franchement négatif, à -10, pour les PME « non exportatrices ».

Par ailleurs, 36 % des entreprises « innovantes » tablent sur une progression de leur activité en 2014, tandis que 17 % prévoient une diminution, l'indicateur avancé ressortant à +19.

À l'opposé, 16 % seulement des PME « non innovantes » anticipent une augmentation tandis que 30 % craignent une baisse, ce qui donne un indicateur prévisionnel pour 2014 à -14.



2. EMPLOI



2.1

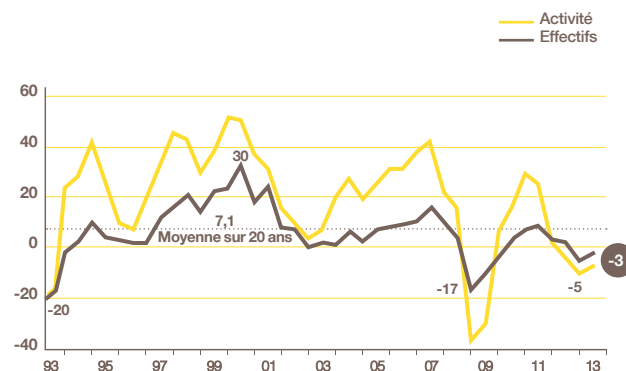
2013

Les PME ont contracté leurs effectifs

Les suppressions de postes ont un peu ralenti au second semestre

En novembre 2013, 21 % des PME déclarent une progression du nombre de leurs salariés par rapport à fin 2012 et 24 % une diminution. À -3, l'indicateur courant d'emploi progresse de 2 points en six mois mais demeure négatif et se situe toujours très en dessous de sa moyenne de long terme (7,4).

• INDICATEURS COURANTS (ANNÉE N) SOLDE DES OPINIONS EN % (HAUSSE - BAISSÉ)



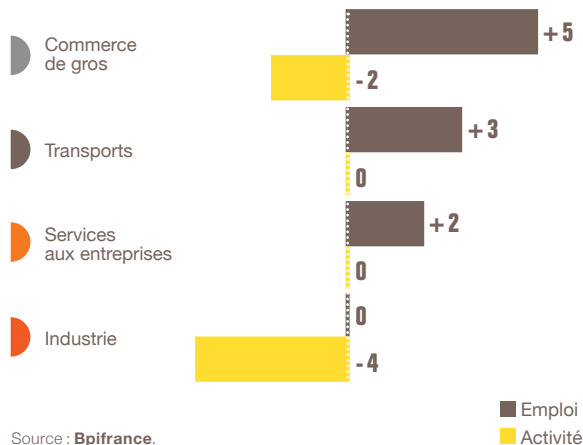
Estimations faites en mai et novembre de l'année N pour l'année N.

Source : Bpifrance.

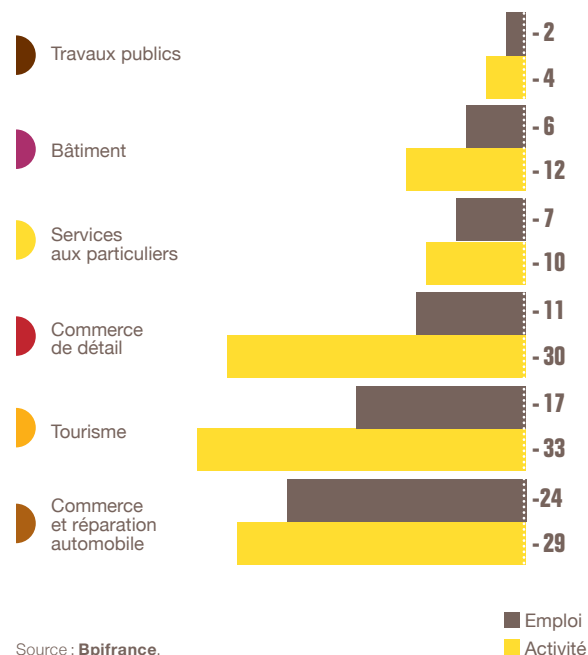
Les effectifs ont un peu augmenté dans le commerce de gros et les transports mais ont sensiblement diminué dans l'hôtellerie-restauration et dans la branche du commerce et de la réparation automobile

L'évolution des effectifs est très liée à celle de l'activité. L'emploi ne s'est maintenu, voire a légèrement progressé, que dans les branches où l'activité est le moins dégradée.

- C'EST CE QUI APPARAÎT À LA COMPARAISON DES INDICATEURS COURANTS D'EMPLOI ET D'ACTIVITÉ :



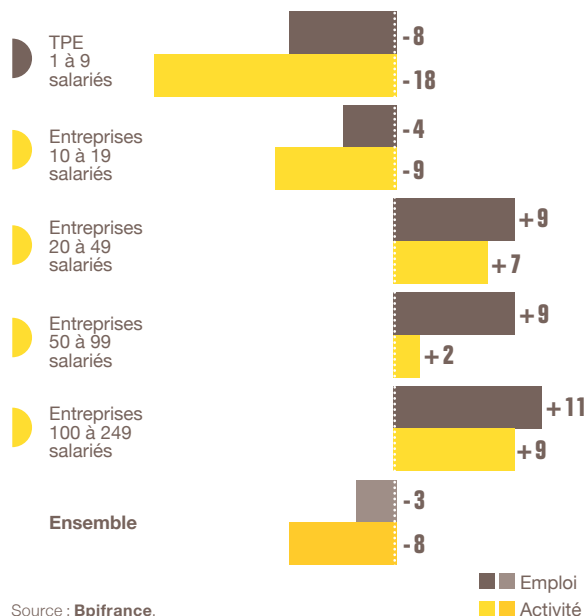
- EN REVANCHE, LES EFFECTIFS SONT DECLARÉS EN DIMINUTION PLUS OU MOINS PRONONCÉE DANS LES AUTRES SECTEURS D'ACTIVITÉ :



Les entreprises de moins de 20 salariés ont réduit leurs effectifs alors que celles de taille supérieure les ont accrus

En 2013, les effectifs auront encore progressé dans les entreprises de 20 à 249 salariés, en corrélation avec l'évolution positive de leur activité. À l'inverse, les entreprises de moins de 20 salariés ont été contraintes de supprimer des postes du fait de la baisse prolongée de leur activité.

• INDICATEURS COURANTS D'ACTIVITÉ ET D'EMPLOI 2013 SELON LA TAILLE DES ENTREPRISES SOLDE DES OPINIONS EN % (HAUSSE - BAISSÉ)



Les PME exportatrices ont légèrement accru leurs effectifs contrairement à celles qui ne le sont pas

L'indicateur courant d'emploi des entreprises « fortement exportatrices » ressort à +4, contre +13 fin 2012. Celui des PME « moyennement exportatrices » a perdu 5 points en douze mois, à +1. Pour leur part, les entreprises « non exportatrices » ont supprimé des emplois en 2013, leur indicateur ayant reculé de 4 points à -4.

Seules les entreprises innovantes ont continué à créer des postes

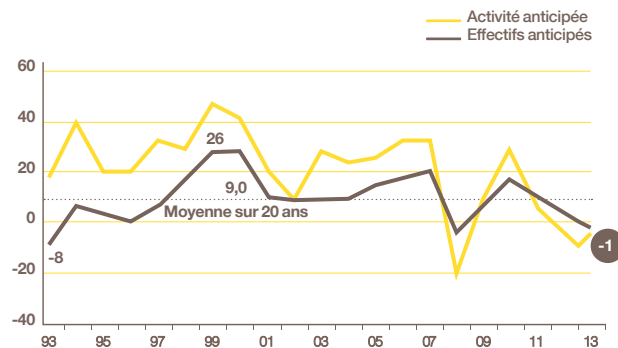
En novembre, 30 % des PME innovantes déclarent avoir accru leurs effectifs depuis fin 2012 alors que 23 % disent les avoir réduits, ce qui donne un indicateur courant d'emploi à +7. En revanche, celui-ci est négatif, à -7, pour les entreprises qui n'ont pas innové au cours des trois dernières années.

2.2

2014 Les PME pourraient continuer à comprimer leurs effectifs

Fin 2013, 14% des entreprises envisagent d'accroître leurs effectifs cette année, tandis que 15 % prévoient de les diminuer. L'indicateur avancé de l'emploi perd 1 point en un an, à -1, ce qui laisse présager un nouveau recul de l'emploi dans les PME en 2014.

• INDICATEURS AVANCÉS POUR L'ANNÉE SUIVANTE (N + 1) SOLDE DES OPINIONS EN % (HAUSSE - BAISSÉ)



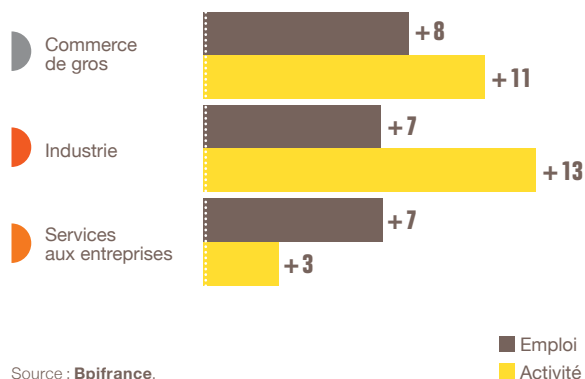
Prévisions faites en novembre de l'année N pour l'année N+1.

Source : Bpifrance.

Les perspectives de création d'emplois ne sont positives que dans les secteurs d'activité amont

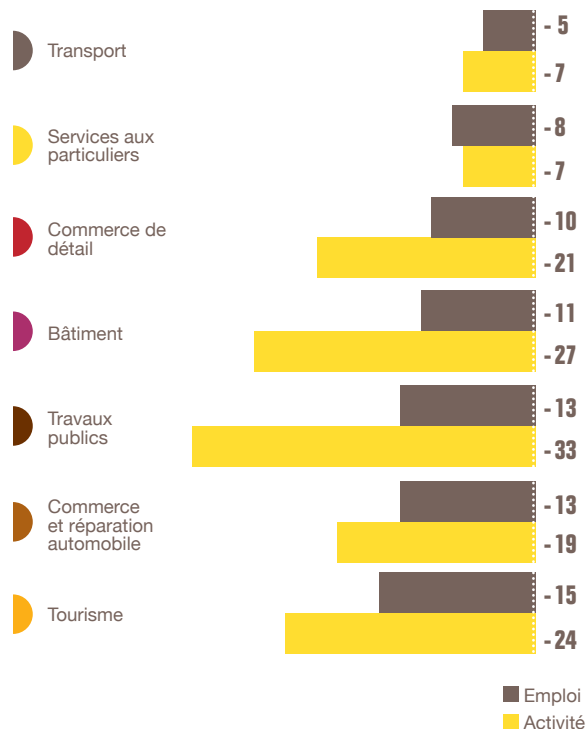
L'indicateur avancé de l'emploi pour 2014 est significativement positif dans les 3 secteurs les plus en amont du système productif, qui ont aussi les meilleures anticipations d'activité.

• SECTEURS DANS LESQUELS L'INDICATEUR AVANCÉ D'EMPLOI 2014 EST POSITIF :



En revanche, l'indicateur avancé de l'emploi est négatif dans tous les autres secteurs d'activité où les perspectives d'activité sont en sensible repli :

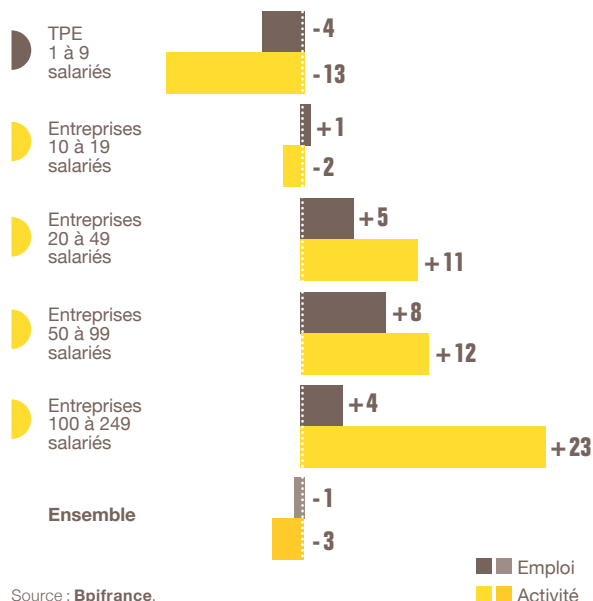
• SECTEURS DANS LESQUELS L'INDICATEUR AVANCÉ D'EMPLOI POUR 2014 EST NÉGATIF :



Les anticipations de création nette d'emplois sont négatives dans les TPE mais significativement positives à partir de 20 salariés

Conséquence des mauvaises perspectives d'activité chez les TPE, ces dernières prévoient une sensible réduction de leurs effectifs en 2014. Au contraire, les entreprises de plus de 20 salariés, plus optimistes sur l'évolution de leur activité, envisagent de créer de nouveaux postes de travail.

• INDICATEURS AVANCÉS D'ACTIVITÉ ET D'EMPLOI 2014 SELON LA TAILLE DES ENTREPRISES SOLDE DES OPINIONS EN % (HAUSSE - BAISSÉ)

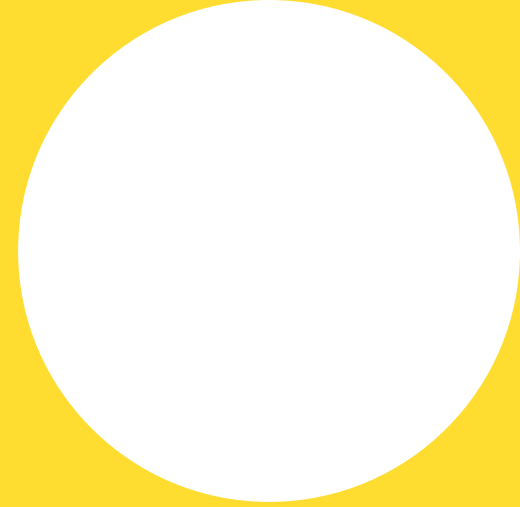


Les PME innovantes et exportatrices devraient continuer à embaucher

L'indicateur avancé demeure significativement positif chez les entreprises « fortement exportatrices » et chez les « moyennement exportatrices », à respectivement +9 et +11. A l'inverse, il est négatif à -3 chez les PME « non exportatrices ».

L'écart est encore plus marqué sur le critère de l'innovation : 24 % des entreprises « innovantes » pensent accroître leurs effectifs en 2014 tandis que 13 % envisagent de les réduire, soit un solde de +11, à comparer à -5 pour les « non innovantes ».

3. SITUATION FINANCIÈRE



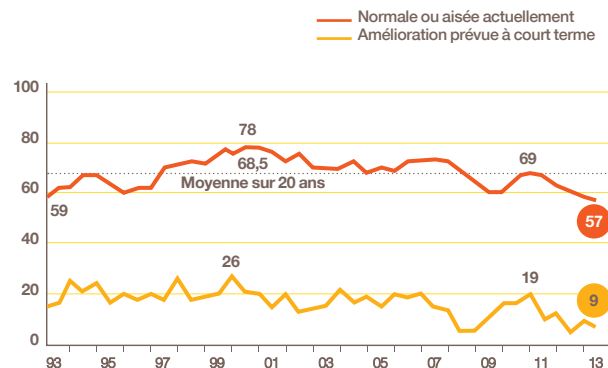
3.1

Les trésoreries sont exceptionnellement tendues

En novembre 2013, 57 % seulement des PME considèrent « normale ou aisée » la situation de leur trésorerie récente, une proportion très en deçà de la moyenne de long terme (68,5 %).

A contrario, 43 % des PME disent avoir rencontré des difficultés de trésorerie au cours des six derniers mois, contre 42 % en mai précédent. Cette proportion est supérieure de 3 points au précédent plus haut atteint au sortir de la récession de 2008-2009.

• TRÉSorerIE DES PME OPINION DES CHEFS D'ENTREPRISE EN %

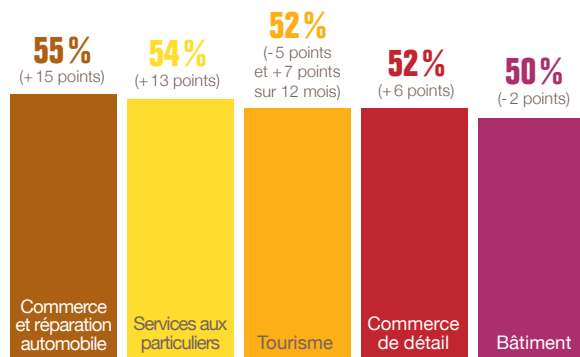


Source : Bpifrance.

Les trésoreries se sont surtout dégradées dans les secteurs d'activité liés à la consommation des ménages

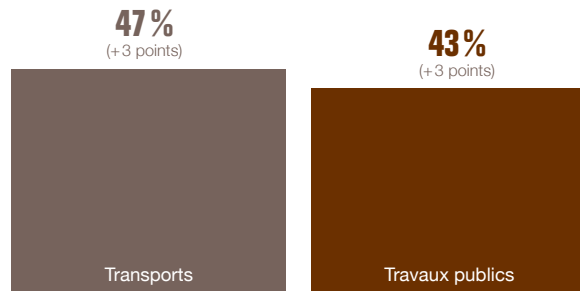
- LA PROPORTION DE PME ESTIMANT DIFFICILE L'ÉTAT DE LEUR TRÉSORERIE RÉCENTE ATTEINT OU DÉPASSE 50% DANS LES CINQ SECTEURS SUIVANTS :

(Évolution sur 6 mois depuis l'enquête de mai 2013)



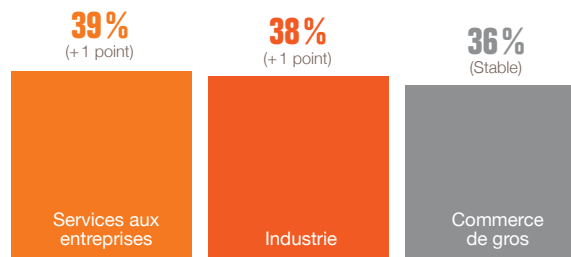
- LA SITUATION DE LA TRÉSORERIE AU COURS DES SIX DERNIERS MOIS EST CONSIDÉRÉE DIFFICILE PAR 40% À 50% DES PME DANS DEUX SECTEURS D'ACTIVITÉ

(Évolution sur 6 mois depuis l'enquête de mai 2013)



- LES TRÉSORERIES SONT JUGÉES MOINS TENDUES DANS LES TROIS SECTEURS LES PLUS EN AMONT DU SYSTÈME PRODUCTIF

(Évolution sur 6 mois depuis l'enquête de mai 2013)

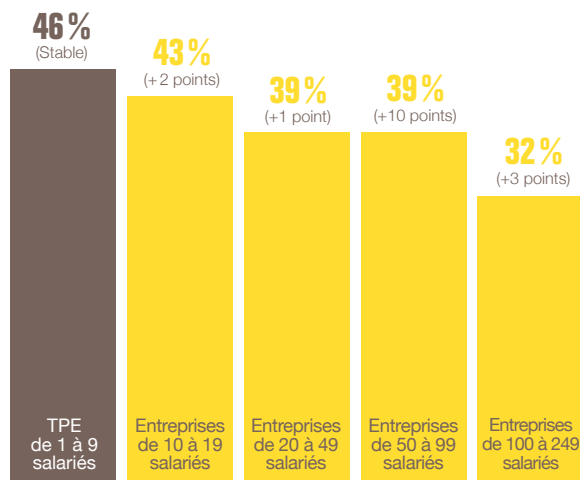


Source : Bpifrance.

Les tensions de trésorerie sont d'autant plus fréquentes que l'entreprise est petite

- LA PROPORTION DE CITATIONS « TRÉSORERIE DES SIX DERNIERS MOIS JUGÉE DIFFICILE » EST INVERSEMENT PROPORTIONNELLE À LA TAILLE SALARIALE DE L'ENTREPRISE

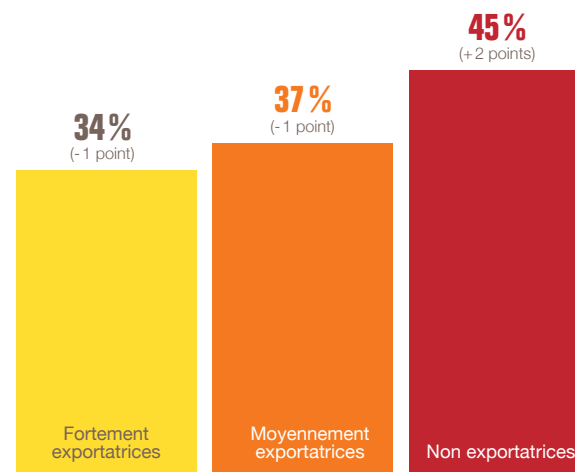
(Évolution sur 6 mois depuis l'enquête de mai 2013)



Les trésoreries des entreprises exportatrices demeurent sensiblement plus souples

- FRÉQUENCE DES MENTIONS DE TENSIONS DE TRÉSORERIE AU COURS DES SIX DERNIERS MOIS :

(Évolution sur 6 mois depuis l'enquête de mai 2013)



Pas d'écart significatif entre les PME innovantes et les non innovantes

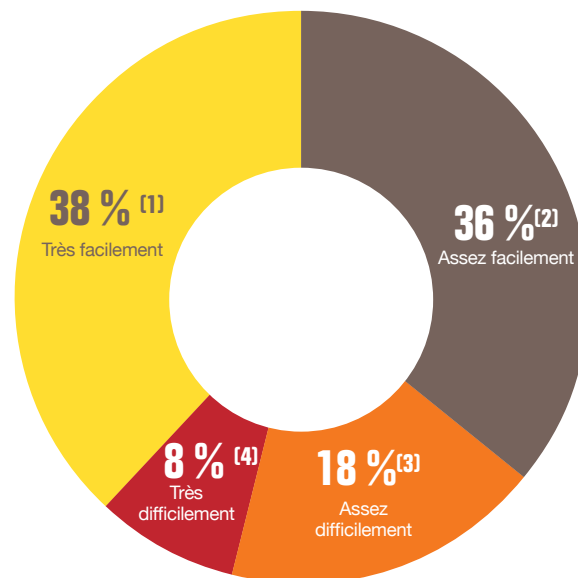
Les premières sont 42 % à juger tendue la situation récente de leur trésorerie, contre 43 % parmi les dernières.

3.2

Depuis la mi-2012 Un accès au crédit de trésorerie de plus en plus difficile

Deux questions ont été introduites dans l'enquête de fin 2010 pour appréhender les conditions d'accès au crédit de trésorerie et les causes des difficultés éventuellement rencontrées.

- « AU COURS DES SIX DERNIERS MOIS, COMMENT AVEZ-VOUS ASSURÉ LE FINANCEMENT DE VOTRE EXPLOITATION COURANTE ? » :



(1) Trésorerie excédentaire (- 2 points/mai 2013).

(2) Concours bancaires sollicités obtenus (- 1 point/mai 2013).

(3) Obtention partielle des avances demandées (+ 2 points/mai 2013).

(4) Aucune facilité bancaire obtenue (+ 1 point/mai 2013).

Source : **Bpifrance**.

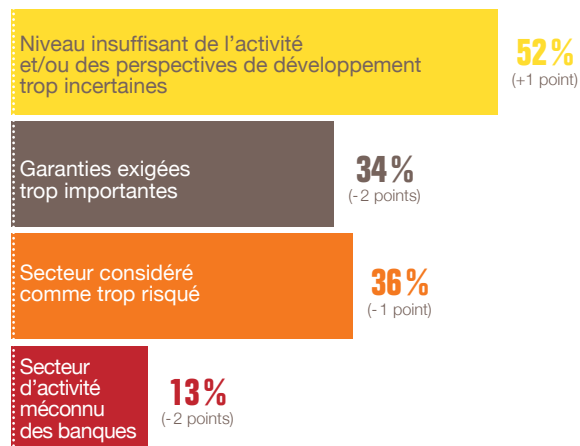
En six mois, la fréquence des citations sur l'accès au crédit de trésorerie jugé « assez » ou « très » difficile progresse de 2 points, à 26 %, après s'être maintenue à 20 % jusqu'à la mi-2012.

Aux entreprises ayant répondu « assez » ou « très difficilement », soit 26 % de l'ensemble de l'échantillon, il était posé la question suivante :

• « **QUELLES SONT LES RAISONS DE CES DIFFICULTÉS PARMIS LES 4 SUIVANTES ?** »

POSSIBILITÉ DE RÉPONSES MULTIPLES :

(Évolution sur 6 mois depuis l'enquête de mai 2013)



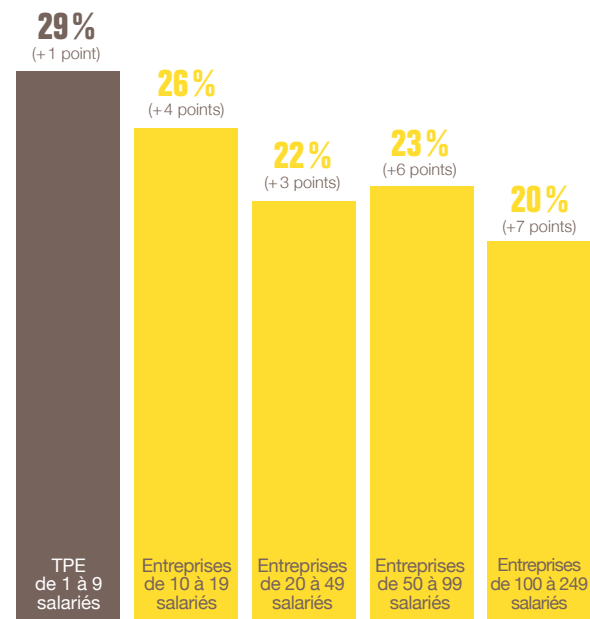
Source : Bpifrance.

La faiblesse de l'activité apparaît plus que jamais comme la principale cause de refus des établissements financiers.

En termes de taille salariale de l'entreprise, l'accès aux crédits d'exploitation reste plus difficile pour les TPE mais l'écart s'est nettement réduit avec les autres entreprises depuis mai 2013.

• **ACCÈS AUX CRÉDITS D'EXPLOITATION EN FONCTION DE LA TAILLE DES ENTREPRISES**

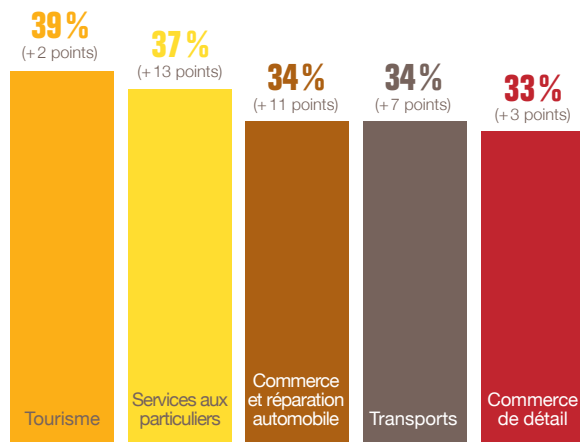
(Évolution sur 6 mois depuis l'enquête de mai 2013)



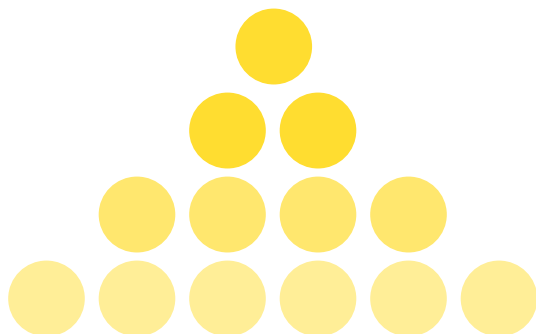
Source : Bpifrance.

- D'UN POINT DE VUE SECTORIEL, LES DIFFICULTÉS D'ACCÈS AU CRÉDIT D'EXPLOITATION SONT LES PLUS FRÉQUENTES ET EN FORTE HAUSSE DANS LES SECTEURS LIÉS À LA CONSOMMATION DES MÉNAGES

(Évolution sur 6 mois depuis l'enquête de mai 2013)

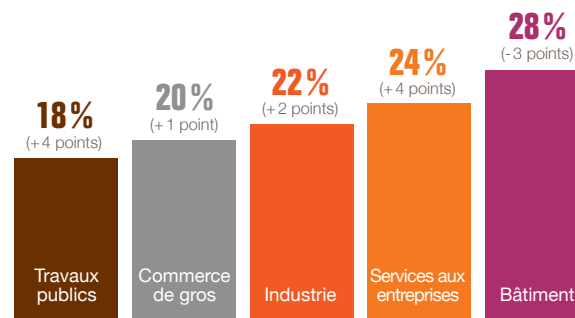


Source : Bpifrance.



- À L'OPPOSÉ, ELLES SONT NETTEMENT MOINS FRÉQUENTES DANS LES SECTEURS LES PLUS EN AMONT

(Évolution sur 6 mois depuis l'enquête de mai 2013)



Source : Bpifrance.

L'innovation ne constitue pas un caractère discriminant en matière d'accès au crédit de trésorerie. Par contre, les entreprises moyennement ou très exportatrices rencontrent un peu moins souvent de problèmes pour obtenir des concours financiers à court terme (23 %).

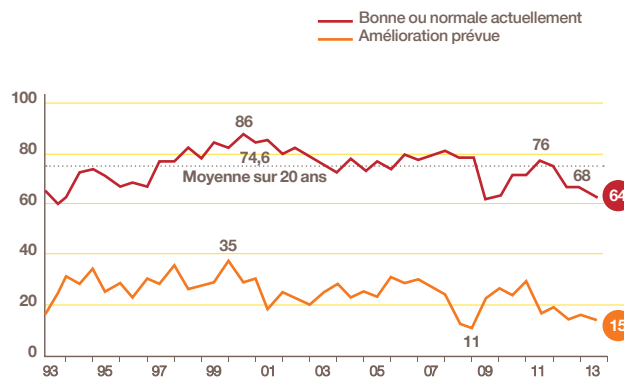
3.3

2013

Les résultats sont attendus en baisse

En novembre, 14 % seulement des dirigeants de PME estiment que leurs résultats 2013 auront été « bons » et 36 % « mauvais ». L'indicateur courant de la rentabilité recule de 7 points en un an, à - 22, retombant ainsi à son niveau le plus bas de la fin 2009.

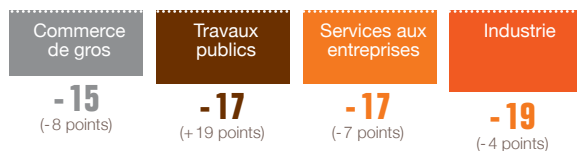
• RENTABILITÉ DES PME OPINIONS DES CHEFS D'ENTREPRISE EN %



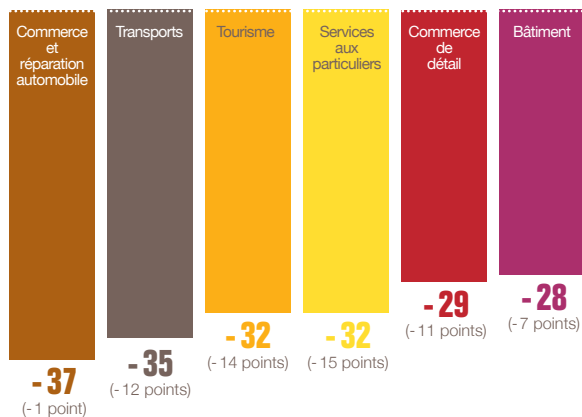
Source : Bpifrance.

La rentabilité est estimée en recul dans tous les secteurs excepté les travaux publics

- **MESURÉS PAR L'INDICATEUR COURANT DE LA RENTABILITÉ, LES RÉSULTATS DE 2013 SONT LES MIEUX JUGÉS DANS LES SECTEURS EN AMONT SUIVANTS :**
(Évolution sur 1 an depuis l'enquête de novembre 2012)



- **LE JUGEMENT EST NETTEMENT PLUS NÉGATIF DANS LES AUTRES SECTEURS**
(Évolution sur 1 an depuis l'enquête de novembre 2012)



Source : Bpifrance.

L'opinion sur la rentabilité est meilleure chez les entreprises les plus importantes

L'indicateur de la rentabilité courante des entreprises de 100 à 249 salariés remonte de 4 points en un an, à -10. Il est voisin de la moyenne (-22) dans toutes les autres classes d'effectifs salariés.

Les PME exportatrices et innovantes jugent un peu mieux leurs résultats que les autres

Les entreprises « fortement exportatrices » affichent un indicateur de la rentabilité courante à -13 (après -5 fin 2012). L'indicateur est plus négatif pour les PME « moyennement exportatrices », à -19 (au lieu de -15) et surtout les « non exportatrices », à -24 (contre -17).

La mise en place de stratégies innovantes semble un atout pour les performances financières de l'entreprise : l'indicateur ne perd que 3 points en un an, à -18, chez les PME innovantes, alors qu'il recule de 9 points, à -25, chez les non innovantes.

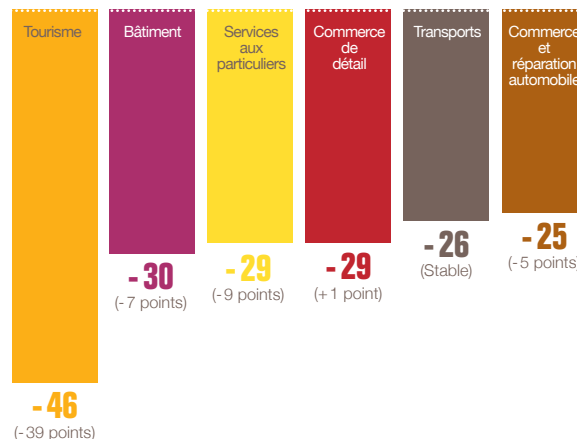
3.4

Trésorerie des prochains mois Crainte toujours élevée d'un nouveau durcissement

En novembre, 30 % des PME s'attendent à une dégradation de l'état de la trésorerie au cours des six prochains mois, alors que 9 % seulement escomptent un assouplissement. L'indicateur prévisionnel de la trésorerie perd 2 points en six mois, à -21.

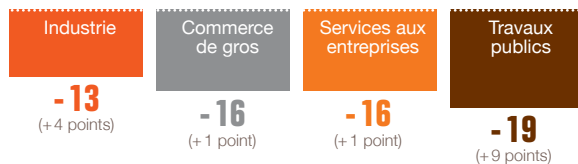
Les craintes de tensions sur les trésoreries se réduisent un peu dans les secteurs amont mais augmentent très fortement dans le tourisme et les services aux particuliers

- LES PLUS FORTES APPRÉHENSIONS DE DÉGRADATION DE LA TRÉSORERIE, MESURÉES PAR L'INDICATEUR PRÉVISIONNEL, PROVIENNENT DES SECTEURS D'ACTIVITÉ SUIVANTS :
(Évolution sur 6 mois depuis l'enquête de mai 2013)



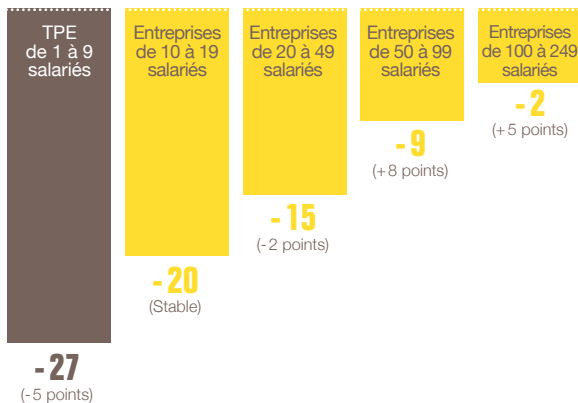
Source : Bpifrance.

- **LES CRAINTES D'AUGMENTATION DES DIFFICULTÉS DE TRÉSORERIE SONT MOINS FORTES QUE LA MOYENNE ET S'ATTENUENT PAR RAPPORT À MAI 2013 DANS LES SECTEURS LES PLUS EN AMONT**
(Évolution sur 6 mois depuis l'enquête de mai 2013)



Les anticipations d'un nouveau durcissement sont d'autant plus importantes que l'entreprise est petite

- **INDICATEUR PRÉVISIONNEL DE TRÉSORERIE EN FONCTION DE LA TAILLE DE L'ENTREPRISE**
(Évolution sur 6 mois depuis l'enquête de mai 2013)



Source : Bpifrance.

Les PME exportatrices et celles qui innovent sont moins pessimistes que les autres sur les perspectives d'évolution de leur trésorerie

L'indicateur prévisionnel de la trésorerie des entreprises « très exportatrices » ressort à -13 (en recul de 7 points sur mai), très proche de celui des « moyennement exportatrices » à -14 (+2 points). Les anticipations sont en revanche beaucoup plus négatives chez les « non exportatrices », avec un indicateur prévisionnel à -24 (-1 point).

Par ailleurs, les PME innovantes affichent un indicateur avancé de la trésorerie à -14, soit 10 points au-dessus des « non innovantes » (-24).

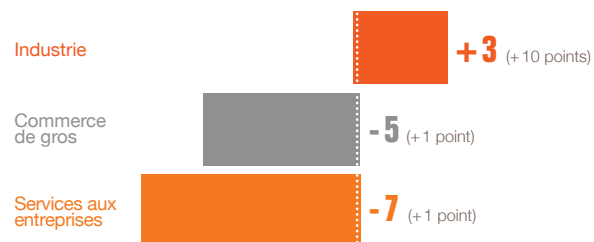
3.5

2014 Baisse modérée des résultats anticipée

En novembre 2013, 15 % seulement des dirigeants tablent sur une amélioration de la rentabilité en 2014 tandis que 26 % craignent une dégradation. Ceci donne un indicateur prévisionnel de la rentabilité de - 11, un peu moins négatif toutefois que fin 2012 (- 13).

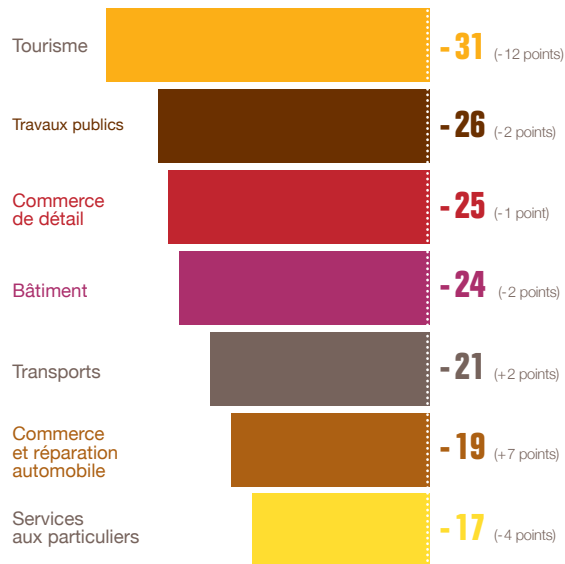
Les craintes de diminution de la rentabilité en 2014 sont faibles dans l'industrie mais en vive hausse dans le tourisme

- **AVEC UN INDICATEUR PRÉVISIONNEL VOISIN DE L'ÉQUILIBRE, LES RÉSULTATS FINANCIERS SONT PRÉVUS À PEU PRÈS STABLES DANS LES PRINCIPAUX SECTEURS SITUÉS EN AMONT DU SYSTÈME PRODUCTIF**
(Évolution sur 1 an depuis l'enquête de novembre 2012)



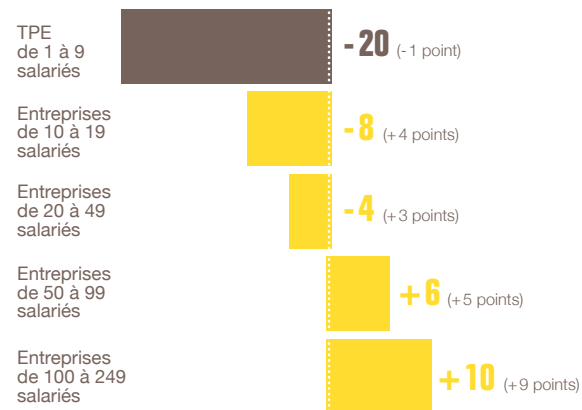
Source : Bpifrance.

- **DANS LES AUTRES SECTEURS D'ACTIVITÉ, LES CRAINTES DE RECUL DE LA RENTABILITÉ SONT NETTEMENT PLUS FORTES**
(Évolution sur 1 an depuis l'enquête de novembre 2012)



Les TPE redoutent une baisse des résultats tandis que les moyennes entreprises tablent sur une amélioration

- **L'INDICATEUR PRÉVISIONNEL DE LA RENTABILITÉ EST TRÈS CORRÉLÉ À LA TAILLE DE L'ENTREPRISE**
(Évolution sur 1 an depuis l'enquête de novembre 2012)



Les entreprises exportatrices et innovantes sont modérément plus optimistes alors que les autres restent assez pessimistes

- INDICATEUR PRÉVISIONNEL DE LA RENTABILITÉ SELON QUE L'ENTREPRISE EXPORTE ET INNOVE (Évolution sur 1 an depuis l'enquête de novembre 2012)

EXPORT

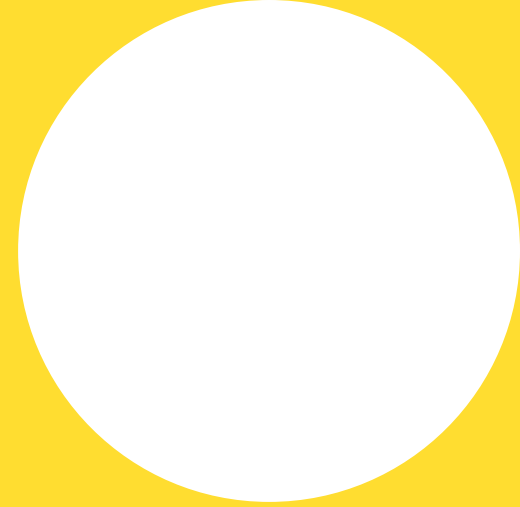



INNOVATION



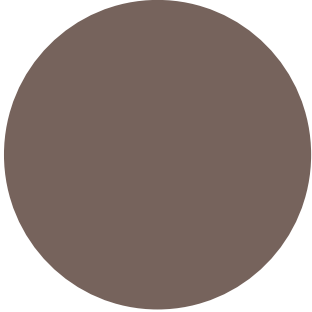
Source : Bpifrance.

4. LES INVESTISSEMENTS ET LEUR FINANCEMENT





Deux fois par an, en mai puis en novembre, les entreprises du panel sont interrogées sur le montant de leurs dépenses d'investissement pour l'année civile en cours (année N). Ces investissements sont détaillés selon leur nature immobilière, mobilière ou incorporelle. Le plan de financement correspondant est également demandé.



Les dirigeants sont ensuite invités à indiquer l'évolution du montant des investissements de l'année N (« en hausse », « stable » ou « en baisse ») par rapport à l'année précédente N-1, ce qui permet de bâtir un indicateur du volume d'investissement, en solde d'opinion.

En outre, dans l'enquête de fin d'année, une première estimation de l'évolution prévue pour l'année suivante N+1 est sollicitée, toujours de façon qualitative.

4.1

2013 Accélération de la baisse des investissements

En novembre, 48 % des dirigeants annoncent des investissements en 2013, contre 52 % en 2012 et 55 % en 2011. Les PME sont donc de moins en moins nombreuses à investir depuis deux ans.

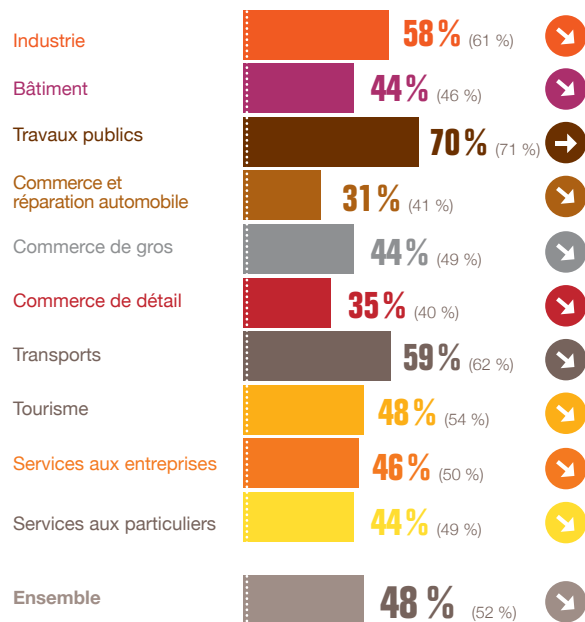
En outre, 30 % des entreprises annoncent un recul des dépenses d'investissement en 2013 et 21 % une progression, ce qui donne un indicateur courant du volume d'investissement négatif à -9, après -6 en 2012 et +1 en 2011.

L'investissement baisse modérément dans l'industrie, les travaux publics et les transports, plus fortement dans les autres secteurs

Dans l'industrie, 58 % des entreprises disent avoir investi en 2013, contre 61 % en 2012. Par ailleurs, l'indicateur du volume d'investissement des PMI demeure légèrement négatif, à -2. L'investissement des PMI aura donc été en léger repli l'an dernier.

La combinaison des deux paramètres, fréquence et volume, indique par ailleurs un quasi-maintien de l'investissement dans les travaux publics et une diminution modérée dans les transports. En revanche, la baisse apparaît plus prononcée dans tous les autres secteurs d'activité.

• **PROPORTION D'ENTREPRISES AYANT INVESTI DANS L'ANNÉE 2013**
(Rappel novembre 2012)

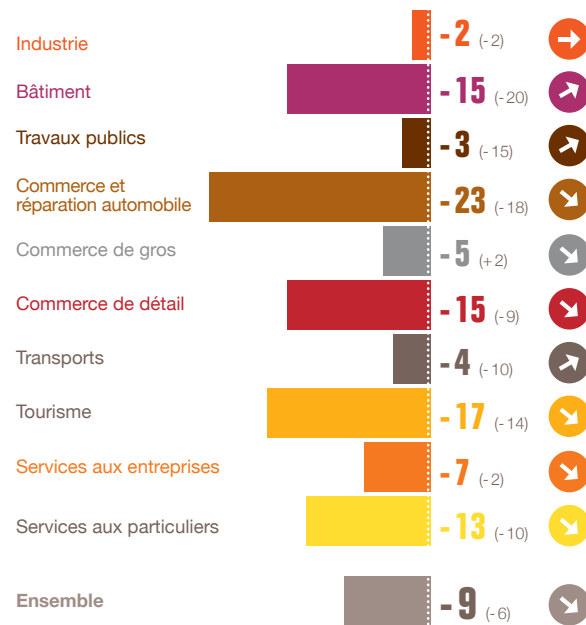


Source : Bpifrance.

Lecture : en novembre 2013, 58 % des PME de l'industrie déclarent des investissements en 2013, contre 61 % en novembre 2012 pour cette année-là. Toujours dans l'industrie, 27 % des entreprises annoncent des dépenses d'investissement en hausse par rapport à 2012, contre 29 % en baisse, ce qui donne un indicateur courant du volume d'investissement de - 2. Cet indicateur est égal à celui de novembre 2012 (- 2).

Les flèches donnent le sens de la variation, d'une année sur l'autre, de la fréquence d'investissement et de l'indicateur du volume d'investissement.

• **INDICATEUR DU VOLUME D'INVESTISSEMENT 2013**
(Rappel novembre 2012)

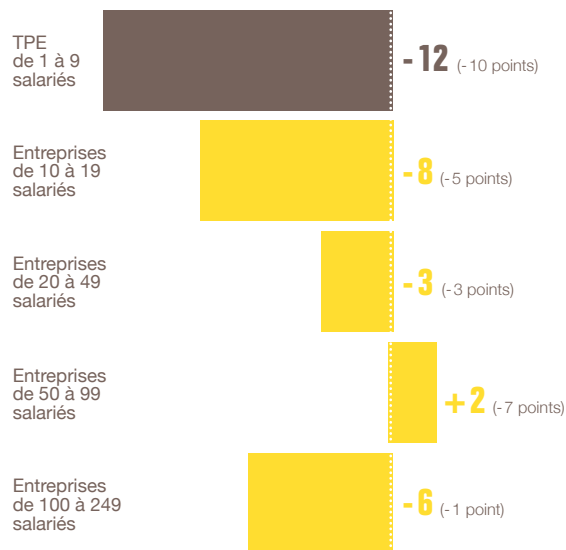


Source : Bpifrance.



Le recul de l'investissement est plus prononcé chez les TPE et est toujours négatif chez les PME de plus de 100 salariés

- INDICATEUR DU VOLUME D'INVESTISSEMENT EN 2013
SELON LA TAILLE DE L'ENTREPRISE
(Rappel enquête novembre 2012)



Source : Bpifrance.

Les PME exportatrices et innovantes ont moins réduit leurs investissements que les autres

- L'INDICATEUR DU VOLUME D'INVESTISSEMENT EN 2013
SE DISTRIBUE COMME SUIT :
(Rappel enquête novembre 2012)

EXPORT



INNOVATION



Source : Bpifrance.

4.2

2014 Les investissements pourraient de nouveau être réduits

Les PME demeurent très attentistes en matière d'investissement : 41 % seulement prévoient d'investir en 2014, contre 45 % fin 2012 pour 2013. La proportion est en baisse sensible dans la totalité des secteurs d'activité.

Quant à l'indicateur prévisionnel du volume d'investissement⁽¹⁾ pour l'ensemble des PME, il gagne 1 point sur un an, à + 11. Ceci le maintient cependant à un niveau extrêmement bas et anticipe une poursuite de la baisse.

Les investissements devraient donc de nouveau diminuer en 2014, par abandon ou report de certains projets ou encore par réduction de leur taille.

Insuffisance de la demande et faiblesse de la rentabilité sont plus que jamais les principaux freins à l'investissement

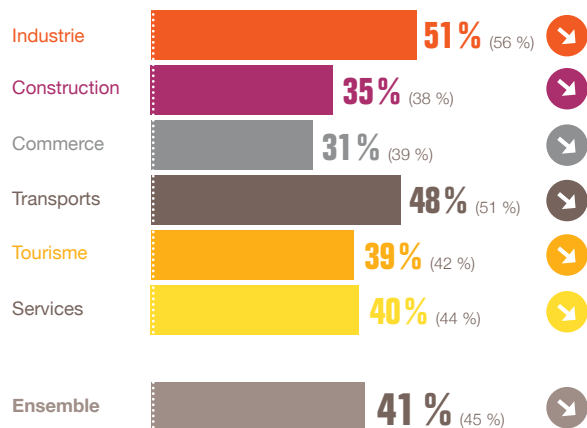
Six facteurs communément considérés comme des obstacles possibles à l'investissement sont régulièrement soumis à l'appréciation des dirigeants de PME.

L'insuffisance de la demande est toujours le premier des freins, avec 70 % de citations, autant qu'en mai précédent. La faiblesse de la rentabilité conserve le deuxième rang, mentionnée par 56 % des dirigeants (+3 points).

Suivent l'intensité de la concurrence (48 %, + 1 point) et le manque de fonds propres (42 %, + 2 points). Le coût du crédit (19 %, + 4 points) et l'endettement de l'entreprise (26 %, + 1 point) sont considérés comme des obstacles moins importants.

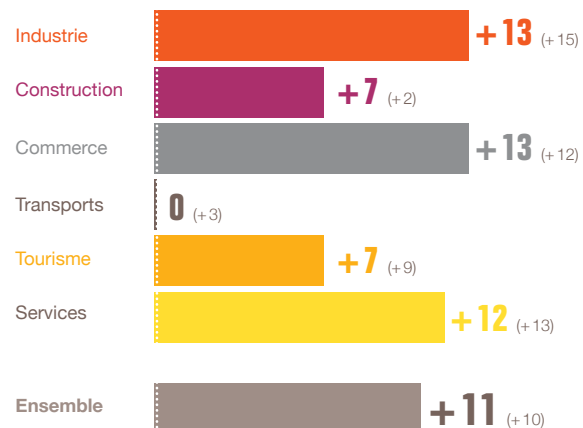
(1) En règle générale, un indicateur prévisionnel d'investissement \leq à + 15 anticipe un repli, compris entre + 15 et + 20 une stabilité, et \geq à + 20 une hausse.

• **PROPORTION D'ENTREPRISES PRÉVOYANT D'INVESTIR EN 2014**
(Rappel novembre 2012)



Source : **Bpifrance**.

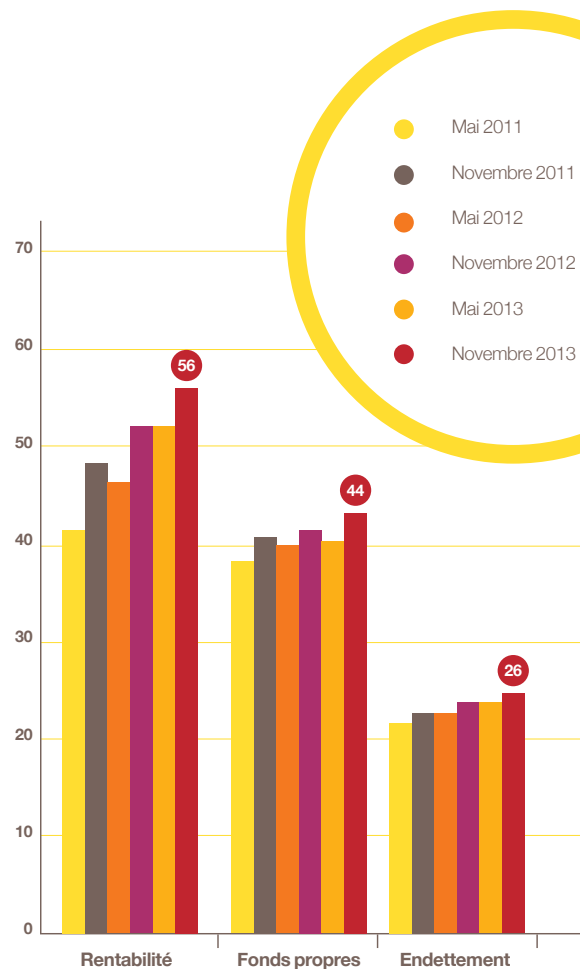
• **INDICATEUR AVANCÉ DU VOLUME D'INVESTISSEMENT ⁽¹⁾ EN 2014**
(Rappel novembre 2012)



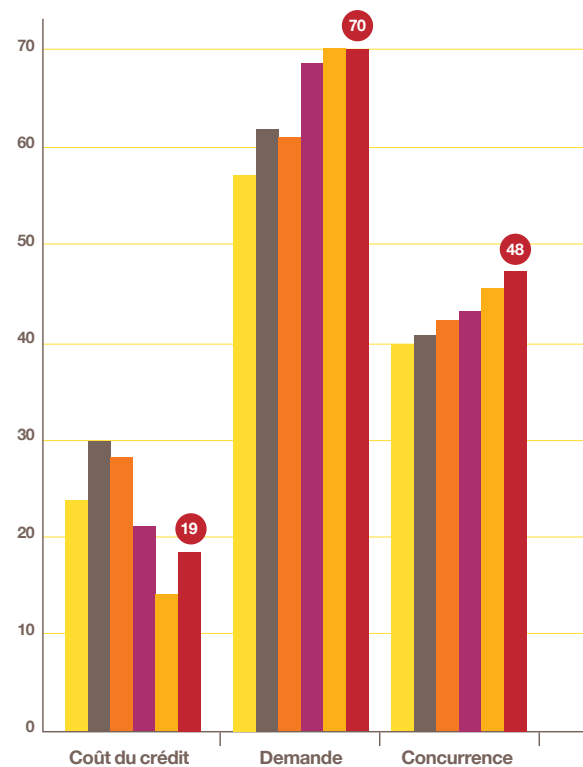
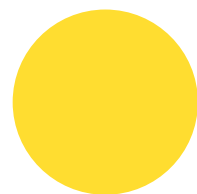
Source : **Bpifrance**.

(1) En règle générale, un indicateur prévisionnel d'investissement \leq à +15 anticipe un repli, compris entre +15 et +20 une stabilité, et \geq à +20 une hausse.

• OBSTACLES À L'INVESTISSEMENT EN %



Source : Bpifrance.



Source : Bpifrance.

4.3

L'accès au crédit à l'investissement est difficile pour 1 PME sur 8

À la question « Avez-vous rencontré des difficultés auprès des établissements financiers pour financer vos investissements au cours des 12 derniers mois ? »⁽¹⁾ 12 % répondent par l'affirmative, contre 11 % en mai ainsi que fin 2012. Il y a donc une quasi-stabilité des difficultés des PME pour accéder aux crédits à l'investissement.

La proportion est plus élevée que la moyenne dans le secteur du tourisme (21 % contre 18 % fin 2012), dans les travaux publics (18 %, idem), les transports (18 %, + 4 points) et les services aux particuliers (18 %, + 4 points sur un an). À l'opposé, elle est plus faible dans le commerce de gros (7 %, contre 8 %).

En revanche, ni la taille salariale, ni les performances à l'exportation, ni l'innovation n'ont d'influence significative sur les difficultés d'accès aux concours financiers à l'investissement.

À ces 12 % d'entreprises disant avoir rencontré des difficultés, il était demandé de cocher les causes de celles-ci parmi la liste suivante (possibilité de réponses multiples) :

- 67 % Fragilité financière de l'entreprise (+ 4 points sur fin 2012)
- 37 % Secteur d'activité considéré comme trop risqué (+ 2 points)
- 15 % Secteur d'activité méconnu des banques (- 4 points)
- 13 % Nature essentiellement immatérielle des projets (- 5 points)

Plus que jamais, la fragilité financière de l'entreprise apparaît comme la principale cause de refus, total ou partiel, des concours sollicités.

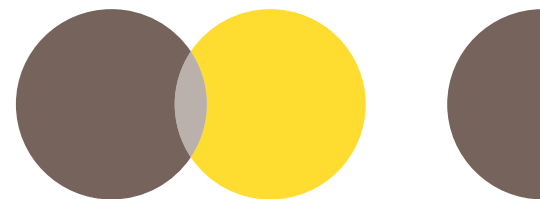
⁽¹⁾ Question introduite dans la 52^e enquête datée de janvier 2011.

4.4

Légère baisse de l'autofinancement

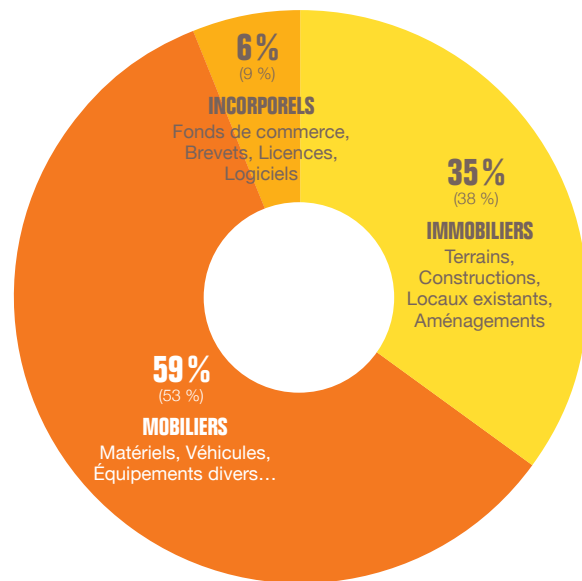
La distribution relative des différents modes de financement des investissements est très voisine en 2013 de celle de l'année précédente. Le poids de l'autofinancement ⁽¹⁾ diminue cependant de 2 points, à 42 % des besoins de financement en moyenne.

Parmi les ressources externes, le crédit bancaire à moyen terme occupe toujours la première place, avec une part de 34 %. Vient ensuite le crédit-bail mobilier, avec 18 %. La part relative des financements à long terme, crédit bancaire à plus de 7 ans et crédit-bail immobilier est stable à 6 % des besoins en moyenne.



(1) Autofinancement des investissements =
(financement sur ressources propres de l'entreprise)
+ (apports des associés ou de la société mère)
+ (aides, subventions et indemnités d'assurance)

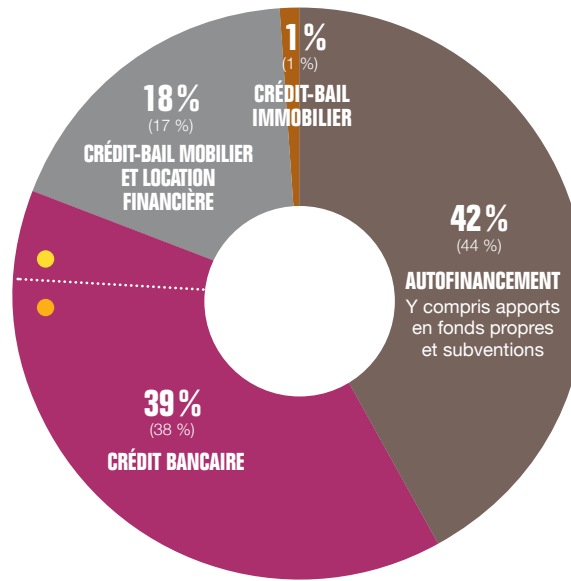
• **RÉPARTITION 2013
DES INVESTISSEMENTS PAR NATURE**
(Rappel enquête novembre 2012)



Base : 2 215 PME ayant déclaré des investissements.

Source : **Bpifrance**.

• **PLAN 2013 DE FINANCEMENT MOYEN**
(Rappel enquête novembre 2012)

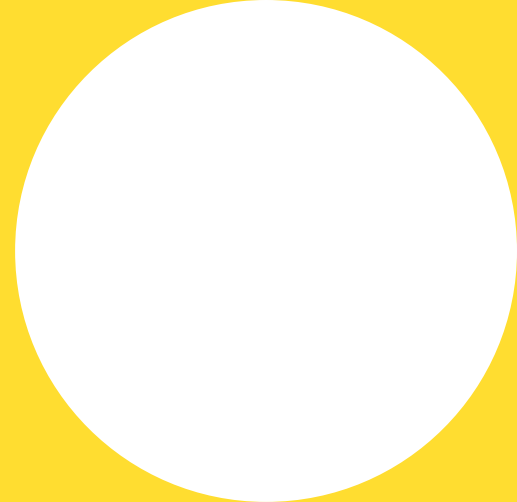


- Moyen terme (2 à 7 ans) - 34 % (33 %)
- Long terme (8 ans et plus) - 5 % (5 %)

Base : 2 215 PME ayant déclaré des investissements.

Source : **Bpifrance**.

5. SECTEURS D'ACTIVITÉ



5.1

INDUSTRIE

Redémarrage annoncé de l'activité chez les PMI qui exportent et innovent mais pas encore de l'investissement

Une hausse modérée de l'activité attendue en 2014

- **Agroalimentaire :**

Le CA de 2013 est annoncé en hausse de +2,6 % en moyenne, à peine moins qu'en 2012 (+3,7 %). Les carnets de commandes sont assez bien garnis, avec un indicateur courant ⁽¹⁾ à -8 (contre -15 en mai). La demande est bien orientée, l'indicateur prévisionnel des commandes pour les six prochains mois progressant de 4 points, à +6. Les anticipations d'évolution de l'activité en 2014 sont optimistes, l'indicateur avancé gagnant 13 points en un an, à +23.

- **Biens intermédiaires :**

L'activité stagne depuis deux ans, le CA 2013 étant estimé en recul de -0,7 %, après -1 % en 2012. Les carnets de commandes sont toujours peu étoffés, l'indicateur courant ressortant à -27 en novembre (-34 en mai). La demande est atone, avec un indicateur prévisionnel des commandes à -6 (après -4). L'activité pourrait cependant se redresser quelque peu en 2014, l'indicateur prévisionnel de l'activité étant remonté à +14 (-7 fin 2012).

- **Biens d'équipement :**

La stagnation de l'activité est comparable à celle des biens intermédiaires : estimation de -0,6 % en moyenne pour le CA 2013, après +1,2 % en 2012. Les commandes en portefeuille restent insuffisantes, avec un indicateur à -20 en novembre (-21 en mai). L'indicateur des commandes pour les six prochains mois reste mal orienté (-6, après -5 en mai). In fine, l'activité est prévue en très faible reprise en 2014, avec un indicateur avancé à +7 (-2 fin 2012).

(1) Indicateur courant des carnets de commandes : c'est la différence entre les pourcentages des opinions « bien garni » et « faible ».

• Biens de consommation :

L'activité décline pour la seconde année consécutive. Le chiffre d'affaires de 2013 est estimé en baisse de -2,3 % en moyenne (-1,9 % en 2012). Les carnets de commandes sont très minces, avec un indicateur courant à -27 fin 2013 (-24 en mai). L'évolution de la demande à court terme est attendue stable, l'indicateur prévisionnel ressortant à -1. En conséquence, l'activité devrait à peine progresser cette année, avec un indicateur avancé de l'activité à +6 (+7 fin 2012), gagnant 13 points en un an, à +23.

L'activité est sur le point de repartir chez PMI qui exportent

Les PMI réalisant plus du quart de leur activité à l'international estiment à +1,4 % en moyenne la hausse de leur chiffre d'affaires de 2013, à comparer à une croissance nulle pour les « moyennement exportatrices » et une baisse de -1,3 % pour les « non exportatrices »⁽¹⁾. Les entreprises présentes à l'international anticipent un sensible redressement de la demande au cours des prochains mois, avec un indicateur prévisionnel des carnets de commandes à +11 chez les « très exportatrices » et +10 chez les « moyennement exportatrices ». *A contrario*, les entreprises qui n'exportent pas s'attendent à une poursuite de la diminution des commandes (indicateur prévisionnel à -13).

En fin de compte, les PMI exportatrices prévoient dans leur ensemble une vive accélération de leur activité en 2014, avec un indicateur avancé à +30, au plus haut depuis la fin 2010. À l'inverse, celles qui n'exportent pas pronostiquent un simple maintien de leur activité au faible niveau de 2013.

Les entreprises qui ont investi dans l'innovation sont assez optimistes pour 2014

Les PMI « innovantes »⁽²⁾ annoncent une quasi-stabilité de leur activité en 2013, avec un CA en recul de -0,1 % en moyenne (+1,1 % en 2012). C'est à peine mieux que les « non innovantes » avec -1,2 % (idem en 2012).

Toutefois, fin 2013, les PMI « innovantes » perçoivent un frémissement de la demande selon leur indicateur des commandes pour les 6 prochains mois, à +3. Elles apparaissent assez optimistes pour 2014, anticipant une notable progression de leur activité (indicateur avancé à +23). En revanche, les entreprises qui n'ont pas significativement innové depuis trois ans ne voient pas de redressement de la demande à court terme et tablent au mieux sur la stabilité de leur activité cette année.

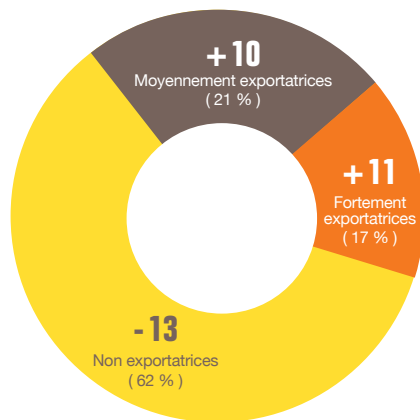
C'est pourquoi les premières escomptent une légère croissance de leur activité en 2013, avec un indicateur avancé à +10, alors que les secondes craignent un sensible recul (-17).

(1) Cf. Définition page 136.

(2) Cf. Définition page 137.

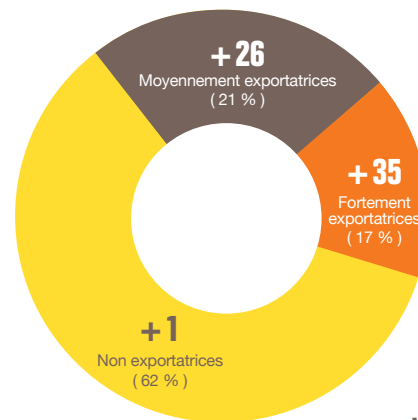
• INDICATEURS PRÉVISIONNELS DES PMI
CARNETS DE COMMANDES DES 6 PROCHAINS MOIS
SOLDE DES OPINIONS EN % (HAUSSE - BAISSÉ)

EXPORT

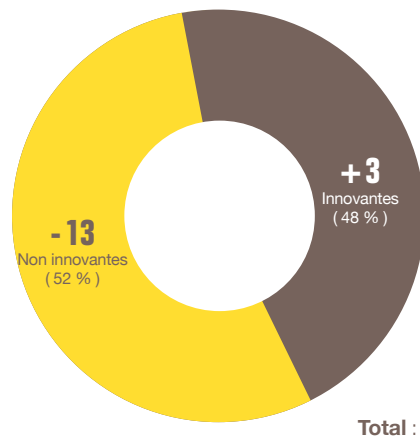


• INDICATEURS PRÉVISIONNELS DES PMI
ACTIVITÉ EN 2014
SOLDE DES OPINIONS EN % (HAUSSE - BAISSÉ)

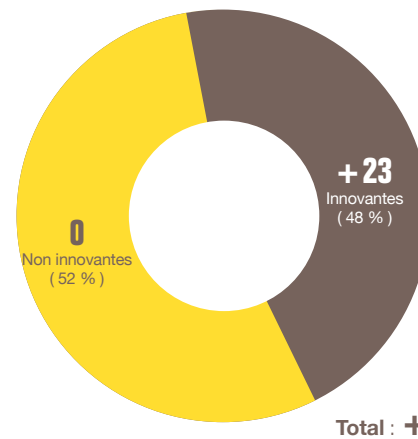
EXPORT



INNOVATION



INNOVATION



Source : Bpifrance.

Source : Bpifrance.

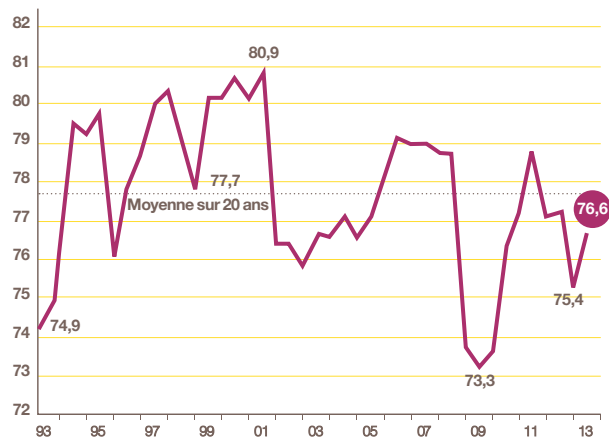
Les PMI continuent de réduire leurs investissements

58 % des entreprises déclarent avoir investi en 2013, à comparer à 61 % en 2012. Pour sa part, l'indicateur courant du volume d'investissement est resté légèrement négatif, à -2, au même niveau que fin 2012.

En effet, les capacités de production restent largement excédentaires. Même si le taux d'utilisation a repris 1,2 point en six mois, à 76,6 %, il demeure assez en dessous de sa moyenne de long terme (77,7 %).

• TAUX MOYEN D'UTILISATION DES CAPACITÉS INDUSTRIELLES

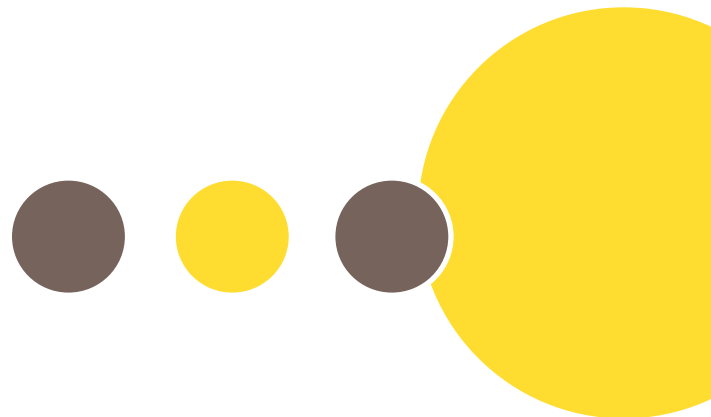
EN % DES CAPACITÉS TOTALES DISPONIBLES



Source : Bpifrance.

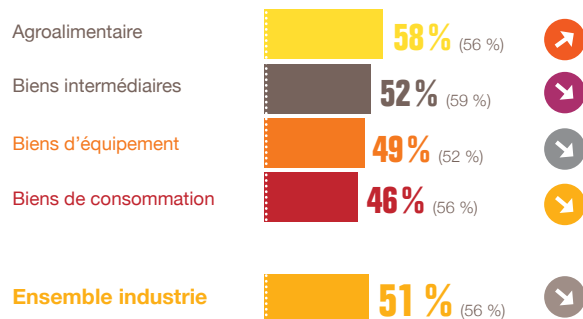
Selon l'indicateur courant d'investissement pour 2013, le volume des investissements a été maintenu ou presque dans la branche des biens intermédiaires (indicateur nul), celle des biens d'équipement (-2) et celle de l'agroalimentaire (-4). En revanche, les investissements sont annoncés en sensible recul dans la branche des biens de consommation (-11)

Les anticipations pour 2014 sont très médiocres. À 51 % en moyenne, la proportion de PMI pensant investir en 2014 est inférieure de 5 points à la prévision de fin 2012 pour 2013. De même, l'indicateur avancé en volume est particulièrement faible, à +13, contre +15 fin 2012 et +16 fin 2011. On sait qu'il doit atteindre au moins +20 pour que se concrétise une hausse effective dans l'année qui suit.



En termes sectoriels, les intentions d'investissement en 2014 sont un peu moins faibles dans l'agroalimentaire que dans les autres branches industrielles.

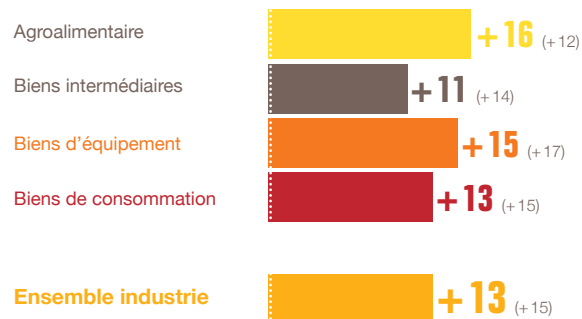
• **PROPORTION DE PMI PRÉVOYANT D'INVESTIR EN 2014**
(Rappel novembre 2012)



Source : **Bpifrance**.

Lecture : en novembre 2013, 51 % des PMI prévoient de faire des investissements en 2014. En termes de volume d'investissement, 25 % pensent investir plus qu'en 2013 et 12 % moins, ce qui donne un indicateur avancé en solde d'opinion de +13, inférieur de 2 points à celui de novembre 2011 qui était déjà médiocre (+15).

• **INDICATEUR AVANCÉ DU VOLUME D'INVESTISSEMENT EN 2014**
(Rappel novembre 2012)



Source : **Bpifrance**.

Les PMI « exportatrices » ont tout juste maintenu leurs investissements en 2013, avec un indicateur en volume à +1, contre -5 pour les « non exportatrices ». Leurs anticipations pour 2014 sont toutefois sensiblement plus faibles que fin 2012 pour 2013, avec un indicateur avancé à +17, au lieu de +22.

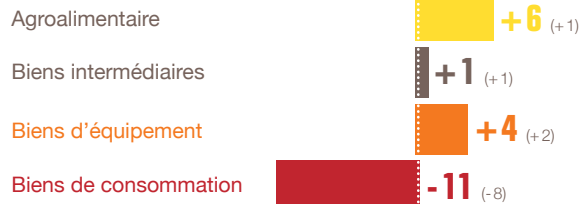
Les PMI « innovantes » ont légèrement diminué leurs investissements en 2013, au même rythme que les PMI « non innovantes » (indicateur courant en volume à -2). Les anticipations d'investissement en 2014 sont aussi timides chez les premières que chez les secondes, avec un indicateur avancé de l'investissement à respectivement +14 et +11, très en deçà du seuil de +20 annonciateur d'une véritable reprise.

Après avoir stagné au cours des deux dernières années, les effectifs devraient progresser en 2014

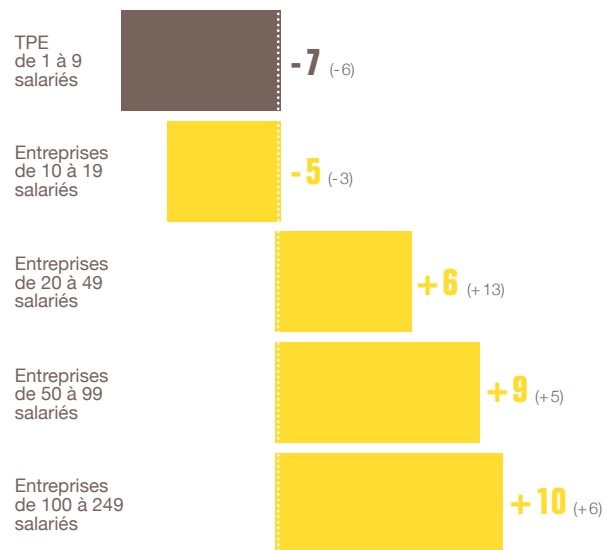
Conséquence de l'effritement de l'activité de l'ensemble des PMI depuis fin 2012, les effectifs ont tout juste été maintenus l'an dernier, avec un indicateur courant de l'emploi nul (+3 en 2012).

• ON OBSERVE TOUTEFOIS DES DIFFÉRENCES SECTORIELLES

INDICATEUR COURANT DE L'EMPLOI
(Rappel novembre 2012)



• LES EFFECTIFS ONT ÉTÉ COMPRIMÉS DANS LES PMI DE MOINS DE 20 SALARIÉS, TANDIS QU'ILS ONT AUGMENTÉ AU-DELÀ INDICATEUR COURANT DE L'EMPLOI (Rappel novembre 2012)



Source : Bpifrance.

- **LES PMI MENANT DES POLITIQUES D'INNOVATION ET CELLES QUI EXPORTENT ONT AUTANT ACCRU LEURS EFFECTIFS EN 2013 QU'EN 2012**

INDICATEUR COURANT DE L'EMPLOI
(Rappel novembre 2012)

EXPORT



INNOVATION



Source : Bpifrance.

Pour 2014, les anticipations d'évolution des effectifs sont en augmentation, avec un indicateur avancé pour l'ensemble des PMI à +7 contre +2 fin 2012.

Les intentions d'embauche sont égales ou très voisines de la moyenne dans toutes les branches d'activité, excepté celle des biens de consommation (+1).

- **LES PRÉVISIONS SONT NETTEMENT PLUS POSITIVES CHEZ LES PMI PRÉSENTES SUR LES MARCHÉS ÉTRANGERS ET INVESTISSANT DANS L'INNOVATION**

INDICATEUR AVANCÉ DE L'EMPLOI
(Rappel novembre 2012)

EXPORT



INNOVATION



Source : Bpifrance.

5.2

CONSTRUCTION

Activité mal orientée et situation financière fragile

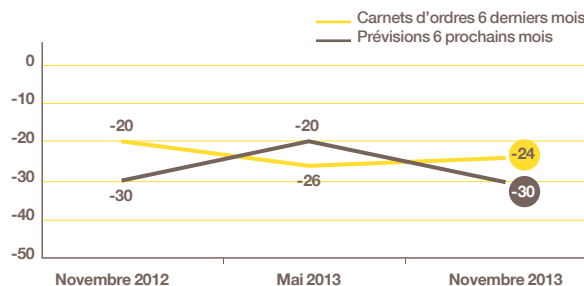
En 2013, l'activité a été mauvaise dans le bâtiment mais satisfaisante dans les TP. Les anticipations pour 2014 sont très sombres dans les deux branches.

En novembre, les **PME du bâtiment** estiment à -1,7 % en moyenne la baisse de leur chiffre d'affaires en 2013. Ceci est à comparer à une hausse de +0,2 % en 2012 et +3,0 % en 2011.

Les carnets d'ordres des six derniers mois sont très dégarnis, à leur niveau le plus bas depuis 2009.

Les prévisions pour les six prochains mois sont à la baisse, avec un indicateur des carnets des chantiers à venir très négatif.

- **CARNETS D'ORDRES DES SIX DERNIERS MOIS**
INDICATEUR EN SOLDE D'OPINION
ET PRÉVISIONS POUR LES SIX PROCHAINS MOIS
INDICATEUR PRÉVISIONNEL DES CARNETS DE CHANTIERS



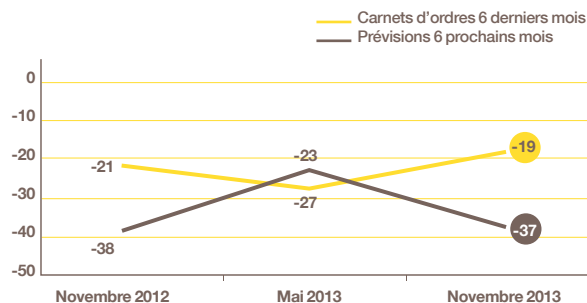
En conséquence, les anticipations d'évolution de l'activité en 2014 sont très sombres, avec un indicateur avancé à -27, en recul de trois points sur un an et à son niveau le plus négatif depuis novembre 2008 (-45).

Source : **Bpifrance**.

Dans les **travaux publics**, l'activité a plutôt bien résisté, les PME du secteur annonçant une hausse moyenne de +0,8 % de leur CA.

Les carnets des marchés conclus, d'après l'indicateur courant, sont en légère hausse par rapport à mai dernier mais les prévisions des carnets pour les six prochains mois sont assez pessimistes.

• **CARNETS DES MARCHÉS CONCLUS
LES SIX DERNIERS MOIS**
INDICATEUR COURANT
ET PRÉVISIONS POUR LES SIX PROCHAINS MOIS
INDICATEUR PRÉVISIONNEL DES MARCHÉS



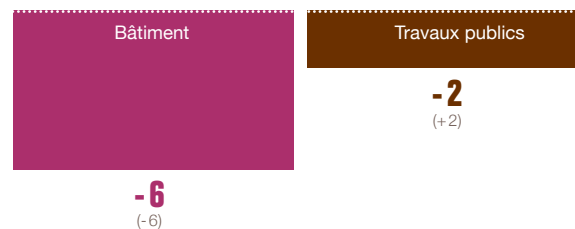
Source : Bpifrance.

En fin de compte, les entreprises de travaux publics anticipent un sensible recul de leur activité en 2004, avec un indicateur avancé à -33, très voisin de celui de novembre 2012 (-32), assez au-dessus toutefois de son point bas de fin 2008 (-50).

Les effectifs poursuivent leur diminution

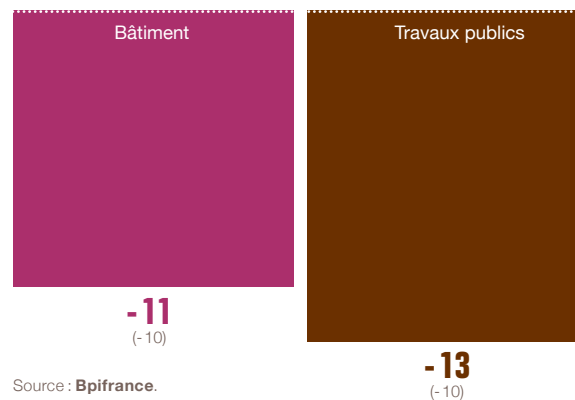
- EN 2013, LES PME DU SECTEUR ONT RÉDUIT LE NOMBRE DE LEURS SALARIÉS (HORS INTERIM), PLUS NETTEMENT DANS LE BÂTIMENT QUE DANS LES TP

INDICATEUR COURANT DE L'EMPLOI
(Rappel novembre 2012)



- LA RÉDUCTION DES EFFECTIFS POURRAIT S'AMPLIFIER QUELQUE PEU EN 2014

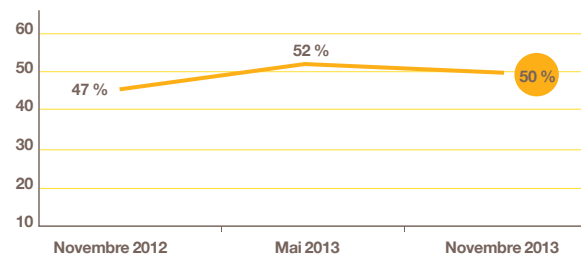
INDICATEUR AVANCÉ DE L'EMPLOI
(Rappel novembre 2012)



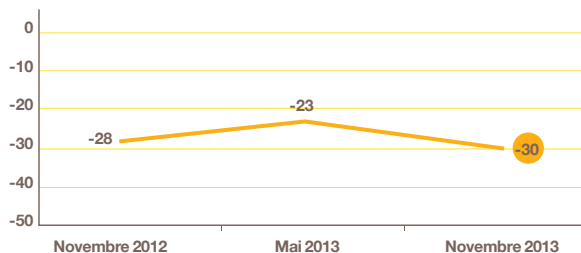
Source : Bpifrance.

La situation financière un peu plus difficile dans le bâtiment que dans les TP

- LA SITUATION DE LA TRÉSORERIE DES PME DU BÂTIMENT RESTE TRÈS TENDUE, LA MOITIÉ DES ENTREPRISES DÉCLARANT AVOIR RENCONTRÉ DES DIFFICULTÉS AU COURS DES SIX DERNIERS MOIS

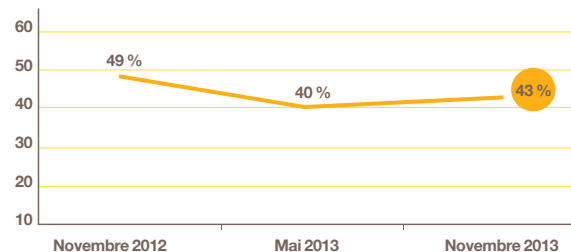


- LA SITUATION POURRAIT SE DURCIR UN PEU PLUS AU PREMIER SEMESTRE 2014
INDICATEUR AVANCÉ DE LA TRÉSORERIE

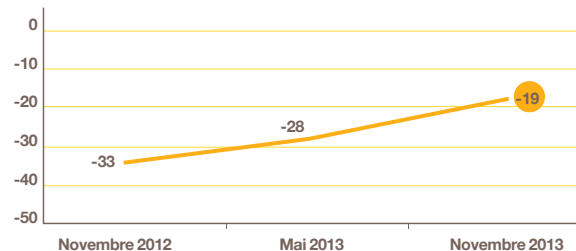


Source : Bpifrance.

- DANS LES TRAVAUX PUBLICS, L'ÉTAT DE LA TRÉSORERIE RÉCENTE EST CONSIDÉRÉ TENDU PAR UNE PROPORTION D'ENTREPRISES MOINS IMPORTANTE QUE FIN 2012



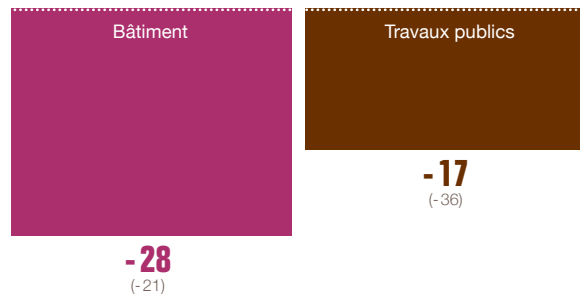
- LES ANTICIPATIONS, POUR LES SIX PROCHAINS MOIS, DANS CE SECTEUR SONT DE MOINS EN MOINS PESSIMISTES
INDICATEUR AVANCÉ DE LA TRÉSORERIE



Source : Bpifrance.

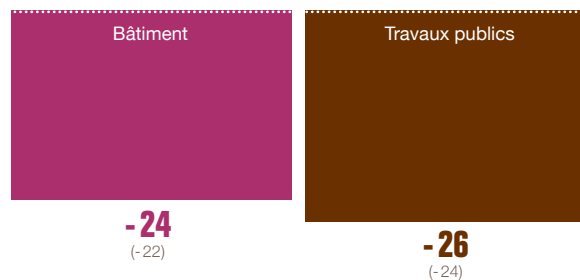
En un an, le jugement sur la rentabilité récente s'améliore nettement dans les TP mais se détériore dans le bâtiment, tel qu'appréhendé par l'indicateur en solde d'opinion :

- **RENTABILITÉ RÉCENTE**
INDICATEUR EN SOLDE D'OPINION
(Rappel novembre 2012)



Toutefois, les anticipations d'évolution des résultats en 2014 sont toujours très négatives dans les deux branches, sans doute à cause des médiocres perspectives d'activité

- **ANTICIPATIONS D'ÉVOLUTION DES RÉSULTATS EN 2014**
(Rappel novembre 2012)



Source : Bpifrance.

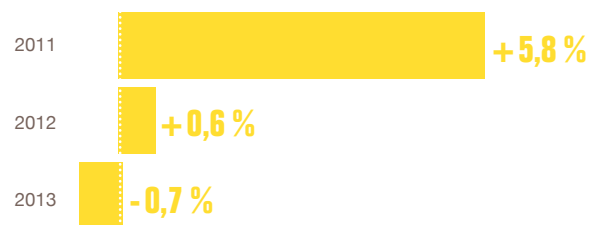
5.3

COMMERCE

Toutes les branches du commerce souffrent de la faiblesse des ventes et manquent de perspectives

Commerce de gros L'atonie des affaires entraîne une baisse des résultats

- L'ACTIVITÉ A POURSUIVI SA DÉCÉLÉRATION EN 2013, AVEC UN CA ANNUEL ESTIMÉ EN LÉGÈRE DIMINUTION
- ÉVOLUTION MOYENNE DU CA



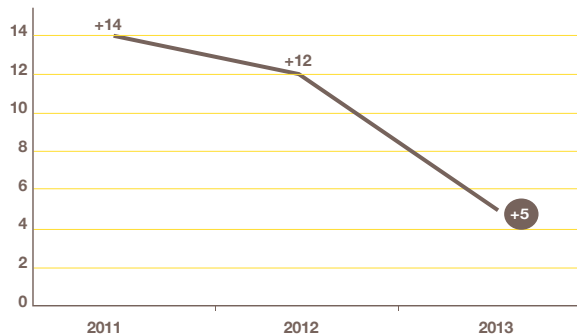
Source : **Bpifrance**.

Les carnets de commandes se sont un peu regarnis au cours des six derniers mois, l'indicateur ayant gagné 5 points, à -26. À ce niveau, les carnets restent très minces et inférieurs à fin 2012 (-24). La demande est attendue en légère diminution, selon l'indicateur prévisionnel des commandes encore légèrement négatif à -7 (-9 en mai).

Les anticipations d'évolution de l'activité en 2014 sont modérément optimistes, l'indicateur avancé ressortant à +11 (+6 fin 2012 mais +13 fin 2011).

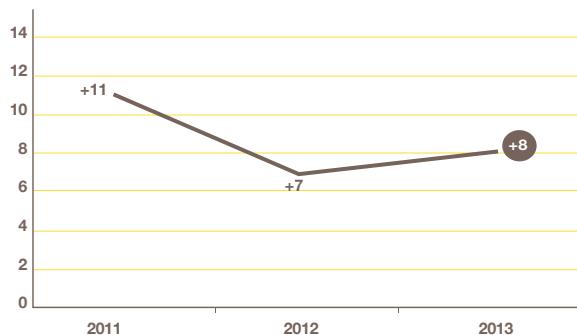
- **LES EFFECTIFS ONT RALENTI LEUR PROGRESSION EN 2013**

INDICATEUR COURANT DE L'EMPLOI



- **ILS DEVRAIENT CEPENDANT ENCORE S'ACCROÎTRE LÉGÈREMENT EN 2014**

INDICATEUR AVANCÉ DE L'EMPLOI

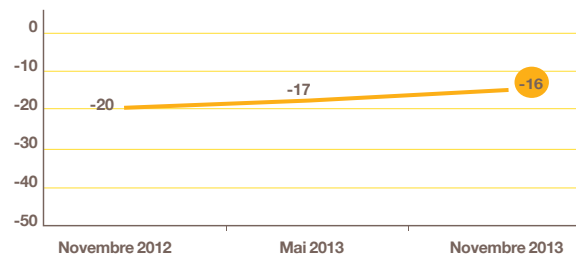


Source : Bpifrance.

La situation de trésorerie est demeurée relativement souple tout au long de 2013, 36 % des entreprises disant avoir rencontré des difficultés au cours des six derniers mois contre 43 % pour l'ensemble des PME.

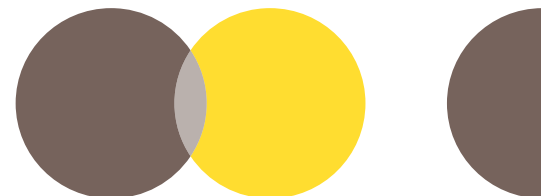
- **TOUTEFOIS, LES CRAINTES DE DURCISSEMENT DES TRÉSORERIES À COURT TERME RESTENT ÉLEVÉES**

INDICATEUR AVANCÉ DE TRÉSORERIE



Source : Bpifrance.

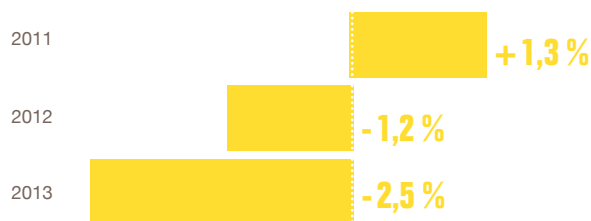
Les résultats de l'exercice 2013 sont attendus en sensible recul, avec un indicateur de la rentabilité à -15, contre -2 en mai dernier pour les résultats de 2012. Conséquence des faibles anticipations de croissance de l'activité cette année, les perspectives d'évolution de la rentabilité en 2014 sont négatives, avec un indicateur prévisionnel à -5 (-6 fin 2012 pour 2013).



Commerce de détail Recul des ventes et dégradation de la situation financière

- POUR LA SECONDE ANNÉE CONSÉCUTIVE, LE CHIFFRE D'AFFAIRES DES PME DU COMMERCE DE DÉTAIL AURA DIMINUÉ EN 2013

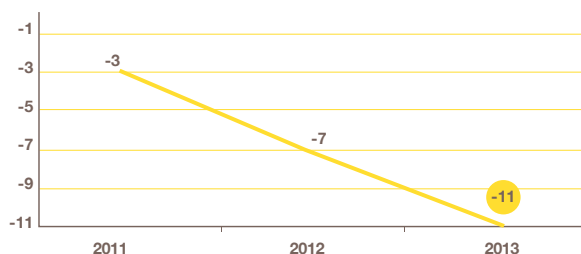
ÉVOLUTION MOYENNE DU CA



Les anticipations pour 2014 sont très pessimistes, l'indicateur avancé de l'activité reculant de 5 points en un an, à -21.

- DANS CE CONTEXTE DE BAISSÉ PROLONGÉE DE L'ACTIVITÉ, LES ENTREPRISES ONT ACCÉLÉRÉ LA RÉDUCTION DU NOMBRE DE LEURS SALARIÉS EN 2013

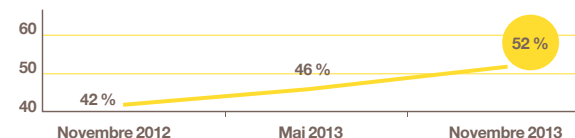
INDICATEUR COURANT DE L'EMPLOI



Source : Bpifrance.

Les tensions sur les trésoreries ont encore augmenté au second semestre 2013.

- PROPORTION DE DIRIGEANTS DÉCLARANT UNE SITUATION DE TRÉSORERIE DIFFICILE AU COURS DES SIX DERNIERS MOIS



Source : Bpifrance.

La poursuite de la dégradation dans les mois à venir est vivement crainte, selon l'indicateur avancé de la trésorerie, toujours très négatif à -29 (après -30 en mai précédent).

Les résultats de l'exercice 2013 sont attendus en net retrait sur ceux de 2012, l'indicateur courant reculant de 15 points en six mois, à -29. Dans une perspective de poursuite de l'érosion de l'activité cette année, les dirigeants de la branche anticipent une nouvelle baisse des résultats en 2014, avec un indicateur prévisionnel à -25.

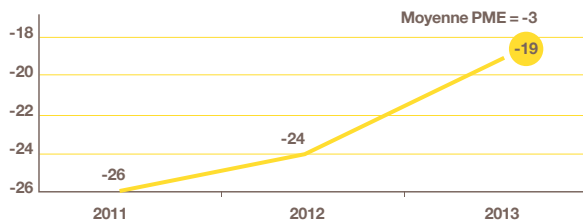
Commerce et réparation automobile La baisse prolongée de l'activité fragilise fortement les PME de la branche

- **LE RECU DES VENTES AURA ÉTÉ UN PEU MOINS SÉVÈRE, EN MOYENNE EN 2013 QU'EN 2012, SELON L'ESTIMATION DE FIN D'ANNÉE**



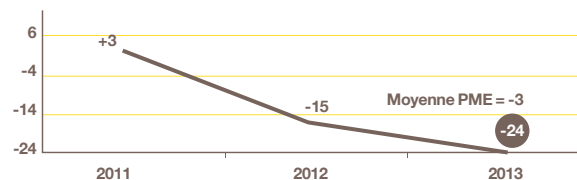
Fin 2013, l'indicateur des carnets de commandes des six derniers mois est toujours extrêmement bas, à -46 (-43 en mai), et la tendance reste mal orientée, avec un indicateur prévisionnel des commandes à -20 (-19 en mai).

- **EN CONSÉQUENCE, LES PRÉVISIONS D'ACTIVITÉ POUR 2014 DEMEURENT TRÈS NÉGATIVES**
INDICATEUR AVANCÉ DE NOVEMBRE

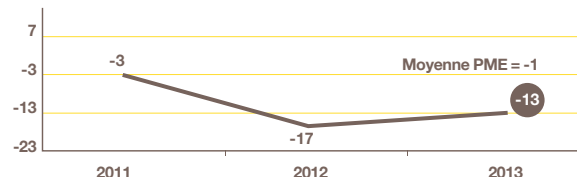


Source : Bpifrance.

- **COMME EN 2012, CE SECTEUR EST CELUI QUI AURA CONNU LES PLUS FORTES RÉDUCTIONS RELATIVES D'EFFECTIFS EN 2013**
INDICATEUR DE L'EMPLOI DE FIN D'ANNÉE



- **LES SUPPRESSIONS DE POSTES DEVRAIENT SE POURSUIVRE EN 2014, À UN RYTHME UN PEU MOINS VIF TOUTEFOIS**
INDICATEUR AVANCÉ DE L'EMPLOI



Source : Bpifrance.

Malgré les ajustements de personnel, les trésoreries se sont nettement tendues depuis mai, 55% des dirigeants jugeant la situation des derniers mois difficile (+15 points). C'est un pic sectoriel et 12 points de plus que la moyenne des PME. On est encore loin d'une stabilisation de l'état de la trésorerie, l'indicateur prévisionnel restant négatif à -25 (-20 en mai).

Le jugement sur la rentabilité de l'exercice qui s'achève est au plus bas, avec un indicateur à -37. Sans surprise, les anticipations d'évolution des résultats en 2014 restent négatives, avec un indicateur prévisionnel à -19 (-26 fin 2012 pour 2013).

5.4

TRANSPORTS

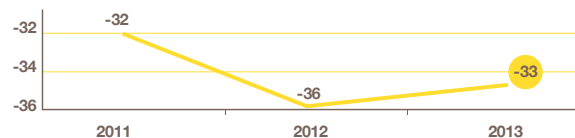
Craintes de forte dégradation de la situation financière

Une activité plate et des effectifs en très faible hausse

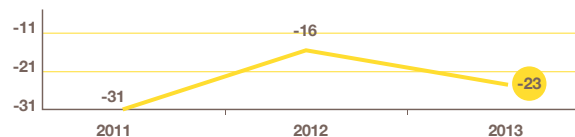
- L'ACTIVITÉ AURA ÉTÉ STABLE EN 2013, POUR LA SECONDE ANNÉE CONSÉCUTIVE, SELON L'ESTIMATION DE L'ÉVOLUTION MOYENNE DU CHIFFRE D'AFFAIRES ANNUEL



- LES CARNETS DE COMMANDES DEMEURENT TRÈS MINCES
INDICATEUR POUR LES SIX DERNIERS MOIS



- ILS NE DEVRAIENT GUÈRE S'ÉTOFFER À COURT TERME
INDICATEUR PRÉVISIONNEL DES CARNETS DE COMMANDES



Source : Bpifrance.

En fin de compte, les PME des transports anticipent un léger recul de leur activité cette année, avec un indicateur avancé de l'activité à -7 (-16 fin 2012 pour 2013).

Les effectifs auront faiblement progressé en 2013, l'indicateur courant ressortant à +3 (-2 fin 2012).

Les anticipations d'embauche en 2014 sont très prudentes, l'indicateur avancé de l'emploi étant faiblement négatif à -5 (-11 fin 2012).

Une situation financière jugée de plus en plus fragile

La situation de trésorerie a continué à se tendre un peu plus, 47 % des PME la jugeant difficile en novembre 2013, contre 44 % en mai précédent et 42 % fin 2012. En outre, l'indicateur prévisionnel pour les six prochains mois ne se redresse pas, à -26 (idem mai), ce qui laisse présager un nouveau durcissement des trésoreries au premier semestre 2014.

Les résultats de l'exercice 2013 sont attendus en net recul, avec un indicateur courant de la rentabilité à -35, à comparer à -21 en mai pour le jugement des résultats 2012. En l'absence de perspectives de redressement de l'activité, les anticipations d'évolution de la rentabilité en 2014 sont sans surprise très négatives, avec un indicateur avancé à -21 (-23 fin 2012 pour 2013).

Légère baisse des investissements en 2013 mais possible recul plus prononcé en 2014

L'indicateur courant du volume d'investissement a ralenti sa chute, terminant l'année à -4 contre -20 fin 2012. En revanche, l'indicateur avancé pour 2014 est nul, soit le plus faible de tous les secteurs d'activité, ceci pour la première fois depuis 2009.

5.5

TOURISME

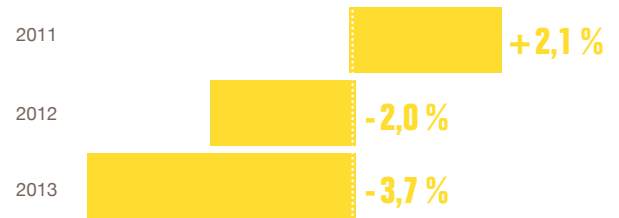
Les difficultés s'accroissent

L'activité est très déprimée

Les PME de ce secteur souffrent tout particulièrement des problèmes de pouvoir d'achat des ménages.

- **LE CHIFFRE D'AFFAIRES AURA ACCENTUÉ SON RECU EN 2013, DÉPASSANT MÊME LA CHUTE EXCEPTIONNELLE DE 2009 (- 3,3 %)**

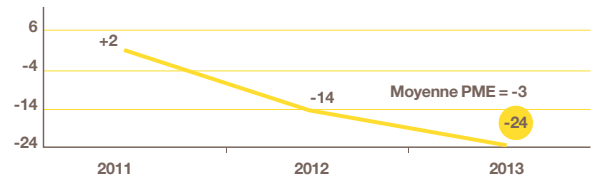
ÉVOLUTION MOYENNE DU CA



Les carnets de réservations, pour les entreprises concernées, demeurent à leur plus bas historique, avec un indicateur à -38 (idem mai 2013). La tendance est très mal orientée, l'indicateur avancé des réservations tombant à -28 (-12 en mai et -25 fin 2012).

- **DANS CE CONTEXTE, LES DIRIGEANTS ANTICIPENT UNE POURSUITE DU RECU DE L'ACTIVITÉ EN 2014**

INDICATEUR AVANCÉ

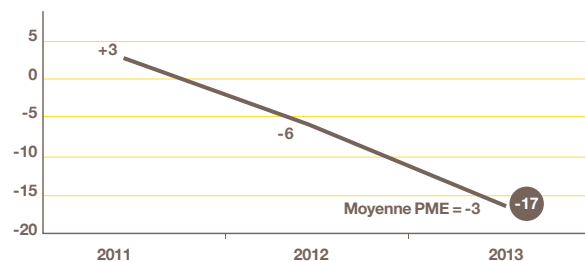


Source : Bpifrance.

Les effectifs diminuent

- **LES RÉDUCTIONS DE POSTES SE SONT ACCÉLÉRÉES EN 2013**

INDICATEUR COURANT D'EMPLOI



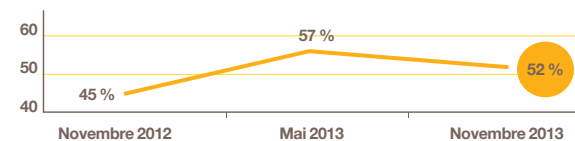
Source : Bpifrance.

Les prévisions pour 2014 vont à la diminution du nombre des salariés, avec un indicateur prévisionnel de l'emploi toujours au plus bas, à -15 (idem fin 2012 pour 2013).

Très vive inquiétude sur la trésorerie des mois à venir

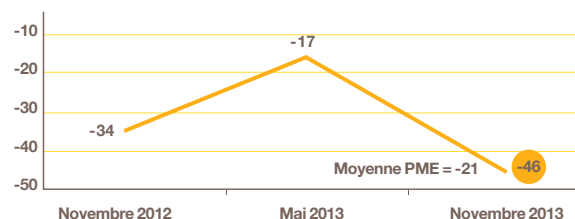
Les tensions de trésorerie sont demeurées particulièrement fortes au cours des six derniers mois, mentionnées par plus de la moitié des entreprises du secteur.

- **PROPORTION DE DIRIGEANTS DÉCLARANT UNE SITUATION DE TRÉSORERIE DIFFICILE AU COURS DES SIX DERNIERS MOIS**



Les chefs d'entreprise s'attendent à un brusque durcissement de la situation de trésorerie au premier semestre 2014. Ce pessimisme est sans doute accentué par l'entrée en vigueur de la hausse de la TVA dans la restauration à partir du 1^{er} janvier.

- **ÉVOLUTION DE LA TRÉSORERIE**
INDICATEUR AVANCÉ



Source : Bpifrance.

En novembre, 39 % des PME du tourisme disent avoir eu un accès difficile aux crédits bancaires de trésorerie au cours des six derniers mois, proportion la plus élevée de tous les secteurs (27 % en moyenne) et en hausse de 2 points par rapport à mai.

Les résultats de l'exercice 2013 sont attendus en net repli, l'indicateur courant de la rentabilité ressortant à -32, contre -26 en mai pour ceux de l'exercice 2012.

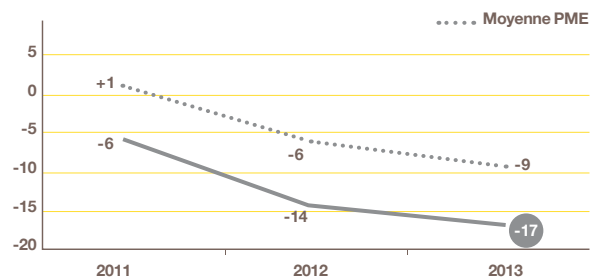
Les anticipations pour 2014 sont extrêmement négatives, l'indicateur avancé de la rentabilité s'affichant à -31 (-19 fin 2012).

La diminution des investissements s'accélère

La baisse des investissements s'est accentuée l'an dernier.

• INVESTISSEMENTS

INDICATEUR DE VOLUME



Source : Bpifrance.

En outre, les prévisions d'investissement en 2014 sont particulièrement basses, avec un indicateur avancé à +7. Ce faible niveau annonce la poursuite de la décélération des investissements chez les PME du tourisme.

5.6

SERVICES

Les services aux entreprises sont prêts à repartir tandis que les services aux particuliers s'enfoncent dans la crise

Services aux entreprises : seules celles qui innovent continuent à croître et à créer des emplois

- LES PME DES SERVICES AUX ENTREPRISES ⁽¹⁾ ESTIMENT EN NOVEMBRE QUE LEUR CHIFFRE D'AFFAIRES S'EST MAINTENU EN 2013

2011 : + 4,8 % en moyenne



2012 : - 0,3 % en moyenne



2013 : + 0,3 % en moyenne



Source : **Bpifrance**.

Comme d'habitude, les entreprises « innovantes » ⁽²⁾ auront fait beaucoup mieux que les « non innovantes » en matière de croissance, avec respectivement une augmentation de + 3,2 % et une baisse de - 1,8 %.

L'écart devrait se maintenir en 2014, les entreprises « innovantes » ayant un indicateur avancé de l'activité très positif, à + 27, tandis qu'il est négatif, à - 15, chez les « non innovantes ».

(1) Principaux services aux entreprises : location sans opérateur, services informatiques, recherche et développement, services rendus principalement aux entreprises (activités juridiques, comptables et de conseil de gestion, activités d'architecture et d'ingénierie, publicité, activités de nettoyage...).

(2) 43 % des entreprises des services aux entreprises figurant dans l'échantillon sont classées « innovantes » et 57 % « non innovantes ». Cf. qualification des entreprises innovantes dans la méthodologie p.137.

- **EN TOUTE LOGIQUE, LES EFFECTIFS ONT CONTINUÉ DE CROÎTRE CHEZ LES « INNOVANTES » ET DE RECULER CHEZ LES « NON INNOVANTES »**

INDICATEUR COURANT DE L'EMPLOI DE NOVEMBRE

2011 : + 18 en moyenne



2012 : + 9 en moyenne



2013 : + 2 en moyenne

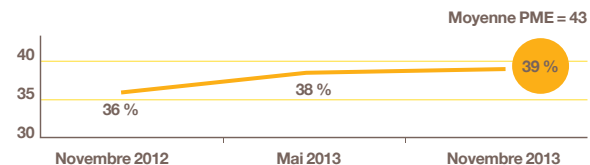


Source : Bpifrance.

Pour 2014, les anticipations sont de même très contrastées, les « innovantes » souhaitant à nouveau créer de nouveaux postes (indicateur prévisionnel à + 19) et les autres pensant à peine pouvoir maintenir le nombre de leurs salariés (- 2).

La situation de trésorerie a été à peu près stable au second semestre 2013.

- **PROPORTION DE DIRIGEANTS DÉCLARANT UNE SITUATION DE TRÉSORERIE DIFFICILE AU COURS DES SIX DERNIERS MOIS**



Source : Bpifrance.

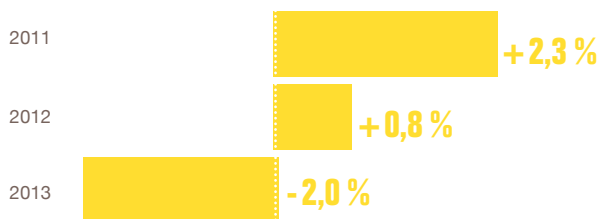
Demeure toutefois la crainte d'un prochain durcissement des trésoreries, l'indicateur prévisionnel étant toujours négatif, à - 16 (après - 15 en mai).

Les résultats financiers de l'exercice 2013 pourraient être un peu inférieurs à ceux de 2012, avec un indicateur de la rentabilité à - 17, au lieu de - 7 en mai pour l'appréciation de l'exercice précédent. Le jugement sur la rentabilité actuelle de l'entreprise est indépendant de sa classification innovante ou non.

Les dirigeants anticipent pour 2014 la possibilité d'un léger repli des résultats, avec un indicateur prévisionnel à - 7 (- 8 fin 2012 pour 2013).

Services aux particuliers ⁽¹⁾ : tous les indicateurs sont passés au rouge

- **LES ENTREPRISES DU SECTEUR AURONT CONNU EN 2013 LEUR PREMIERE BAISSÉ D'ACTIVITÉ DEPUIS 2009**
ESTIMATION DE NOVEMBRE DE L'ÉVOLUTION MOYENNE DU CA ANNUEL



Source : **Bpifrance**.

La prolongation du recul de l'activité en 2014 est anticipée, avec un indicateur avancé à -7 (-5 fin 2012 pour 2013).

Pour la toute première fois, les PME des services aux particuliers ont réduit leurs effectifs l'an dernier, avec un indicateur d'emploi à -7 (+5 fin 2012). Une certaine accélération des suppressions de postes est prévue en 2014, selon l'indicateur avancé devenu négatif à -8 (nul fin 2012 pour 2013).

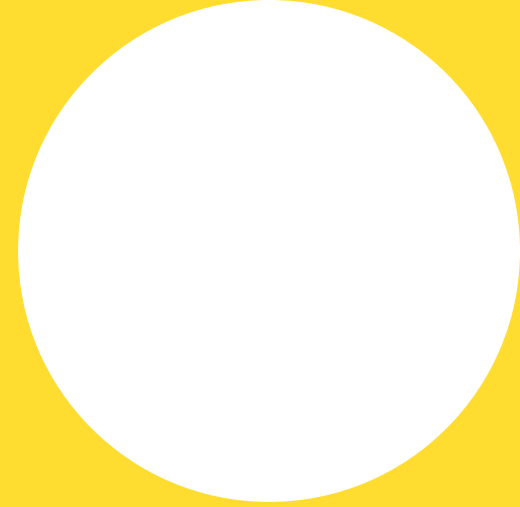
Les difficultés de trésorerie sont montées en flèche au second semestre, 54 % des entreprises indiquant une situation tendue en novembre, contre 41 % seulement en mai précédent. C'est la proportion la plus élevée de tous les secteurs d'activité avec celui du commerce et de la réparation automobile. Les services aux particuliers sont aussi la branche qui connaît une des plus fortes difficultés d'accès aux crédits bancaires de trésorerie, avec 37 % des entreprises concernées, juste derrière le tourisme (39 %).

Les dirigeants sont très inquiets quant à l'évolution de leur situation de trésorerie dans les mois à venir, l'indicateur prévisionnel reculant de 9 points par rapport à mai, à -29 (ensemble des PME = -21).

Sans surprise, les résultats financiers de 2013 sont attendus en fort recul, avec un indicateur de la rentabilité à -32, contre -12 en mai pour l'exercice 2012. La dégradation pourrait se poursuivre en 2014, l'indicateur prévisionnel perdant 4 points en un an, à -17 (ensemble PME = -11).

(1) Principaux services aux particuliers : santé, enseignement, activités récréatives, artistiques et sportives, et services personnels (coiffure, blanchisserie...).

6. MÉTHODOLOGIE



L'enquête semestrielle de **Bpifrance** a été initiée en 1985, le sondage étant effectué chaque année en mai et novembre.

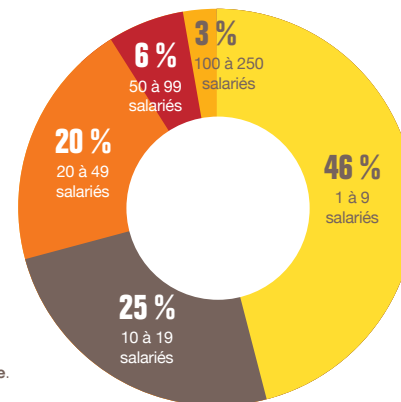
Pour cette 58^e édition, 28 000 entreprises de 1 à moins de 250 salariés ont été interrogées à l'aide d'un questionnaire adressé par voie postale.

L'analyse porte sur les 4 571 premières réponses jugées complètes et fiables, après relecture et contrôles systématiques, reçues entre le 13 novembre et le 11 décembre 2013.

L'échantillon est largement dispersé en termes de taille d'entreprise, de secteur d'activité et de localisation géographique. Ceci assure une très bonne représentativité de la population de référence, constituée par les quelque 1,2 millions d'entreprises employant de 1 à 249 salariés et appartenant à tous les secteurs d'activité, excepté l'agriculture (champ ICS de l'Insee).

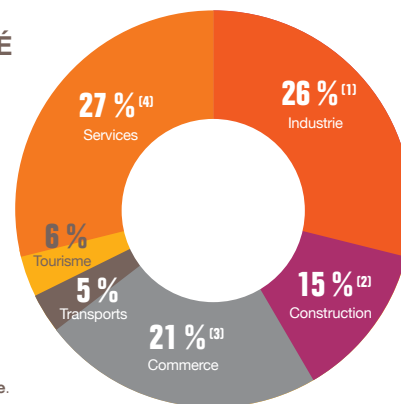
Structure de l'échantillon

TAILLE



Source : **Bpifrance**.

SECTEUR D'ACTIVITÉ



Source : **Bpifrance**.

(1) 13 % biens intermédiaires, 7 % biens d'équipement, 4 % biens de consommation et 2 % agroalimentaire.

(2) 13 % bâtiment et 2 % travaux publics.

(3) 12 % commerce de gros, 7 % commerce de détail et 2 % commerce et réparation automobile.

(4) 22% services aux entreprises et 5% services aux particuliers, hors tourisme.

Indicateur ou solde d'opinion

Les indicateurs calculés en solde d'opinion sont d'usage classique dans les enquêtes de conjoncture pour suivre dans le temps l'évolution de l'appréciation des principaux paramètres socio-économiques (activité, emploi, exportations, investissements...) et financiers (trésorerie, accès au crédit, rentabilité...).

Ils correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

- Indicateurs en évolution =
 $[(x\% \text{ « en hausse »}) - (y\% \text{ « en baisse »})] \times 100$
- Indicateurs en niveau =
 $[(x\% \text{ « bon / aisé »}) - (y\% \text{ « mauvais / difficile »})] \times 100$

Définitions

• QUALIFICATION DES ENTREPRISES EXPORTATRICES

Sont qualifiées « fortement exportatrices » les 9 % des entreprises de l'échantillon qui font plus du quart de leur activité à l'international.

Les « moyennement exportatrices », réalisant entre 6 % et 25 % de leur CA à l'export, constituent 12 % de l'échantillon.

Le solde, soit 79 % du total de l'échantillon, dites « non exportatrices » par convention, sont les entreprises qui n'exportent pas (62 %) ou font moins de 6 % de leur CA à l'international (17 %).

• QUALIFICATION DES ENTREPRISES INNOVANTES

Une entreprise est qualifiée « innovante » si elle a réalisé au moins une des 5 mesures suivantes au cours des 3 dernières années :

1. financé des frais de recherche et développement (interne ou externe) ou recruté du personnel de R&D ;
2. acquis une licence d'exploitation d'un procédé ou d'une technologie ;
3. déposé un brevet, une marque, un dessin ou un modèle ;
4. développé pour le compte de tiers un produit ou procédé (prestation) nouveau ou significativement amélioré ;
5. commercialisé un nouveau produit, bien ou service, (hors simple revente de produits nouveaux achetés à d'autres entreprises et hors modifications esthétiques ou de conditionnement de produits précédemment existants) ou utilisé un nouveau procédé (ou méthode) de production, de commercialisation ou d'organisation. De plus, aucun produit ou procédé analogue n'était déjà commercialisé ou utilisé par des concurrents.

Dans l'échantillon, 33% des entreprises sont « innovantes » et 67% « non innovantes ».

Déclinaisons régionales

Cette enquête a fait l'objet de déclinaisons régionales. Les tendances 2013 et les prévisions 2014 des principaux indicateurs sont présentées pour les régions **Alsace, Aquitaine, Auvergne, Bourgogne, Bretagne, Centre, Île-de-France, Languedoc-Roussillon, Lorraine, Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais, PACA, Pays de la Loire, Picardie, Poitou-Charentes et Rhône-Alpes**. Ces livrets sont consultables sur bpifrance.fr

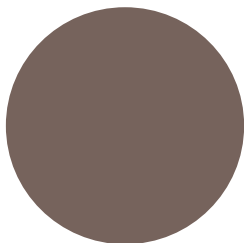


Pour contacter Bpifrance de votre région

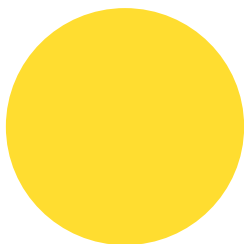
—
[bpifrance.fr](https://www.bpifrance.fr)

Bpifrance

27-31, avenue du Général Leclerc
94710 Maisons-Alfort Cedex
Tél. : 01 41 79 80 00



SERVIR L'AVENIR



Réf. : 6801-19 - ISSN : 2261-1460

Achevé d'imprimer sur les presses de l'imprimerie HENRY
62170 Montreuil/Mer - RCS Boulogne/Mer 7775.63.1948

Imprimé en France : janvier 2014.

Ce document est imprimé avec des encres végétales
sur du papier fabriqué à 100 % à base de fibres provenant
de forêts gérées de manière durable et équitable
par un professionnel labellisé Imprim'Vert. Imprim'Vert.

